

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MARS 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE POUR L'EXERCICE 1922 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Les sections ont adopté le projet de budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène par 94 voix contre 14 et 19 abstentions.

Cette année elles ont soumis le budget à un examen détaillé, moins spécialisé peut-on dire que celui fait depuis l'armistice.

Aussi le rapport qui vous est adressé ne se limitera-t-il pas à l'étude de l'import des crédits sollicités; il discutera des questions législatives ou administratives dont la solution ne pourra plus longtemps être différée.

I.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

1. — Import du budget. Réduction des crédits.

Dans presque toutes les sections on a émis l'avis qu'à l'Intérieur une compression des dépenses était possible et urgente.

Le montant total des crédits sollicités pour l'exercice 1922 s'élève à 47,400,663 francs; celui des crédits alloués s'élevait à 8,249,660 francs

(1) Budget, n° 24^{VI}.

(2) Composition de la Commission :

1. Les membres de la Commission permanente de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Brunet, président, Amelot, Blavier, Boone, Cocq, Debruyne (René), Destrée, Doms, Flagey, Heyman, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts et Souplit.
2. Six membres nommés par les Sections : MM. Carlier, de Gérardon, Pussemier, de Montpellier, Cocq et Mabille.

pour l'exercice 1914; à 11,925,376 francs pour les dépenses normales de l'exercice 1919 et à 34,656,487 francs pour l'exercice 1921.

Si l'on tient compte du fait : 1° que depuis 1914, l'alimentation de l'enfance a été organisée par la loi du 3 septembre 1919 dont l'application exige une dépense de 16 millions; 2° que les crédits inscrits depuis l'armistice au budget extraordinaire pour combattre l'extension des maladies vénériennes ainsi que de la tuberculose et dont l'import s'élevait à 11,500,000 millions en 1921, ont été portés au budget ordinaire pour 1922; 3° que le crédit sur lequel sont liquidés les subsides alloués aux communes pour l'exécution de travaux d'hygiène a été porté de 2 à 4 millions, il faut conclure que les crédits des exercices 1914 et 1922 qui sont comparables s'élèvent respectivement à 8,249,660 francs et à 19,900,663 francs; ceux des exercices 1921 et 1922 respectivement à 34,656,487 francs et à 33.900,663 francs.

Done, il y a eu en 1922 légère réduction de dépenses pour les services existant en 1921.

Mais, les dépenses liquidées à la fois en 1914 et en 1922 ont triplé.

Votre rapporteur a été averti que le Gouvernement proposerait des réductions de crédits afin de permettre la majoration de quelques postes du budget.

En attendant le dépôt de ces amendements votre Commission spéciale aura l'honneur de vous proposer quelques économies. Elles ne seront pas aussi importantes que d'aucuns le souhaitent. D'une part, il est impossible de ne pas continuer la lutte contre la diffusion de la tuberculose et des maladies vénériennes ou de diminuer les sacrifices consentis en faveur des œuvres de l'enfance; d'autre part, les crédits alloués en 1920 et 1921 et qui se retrouvent en 1922, ont certainement subi déjà beaucoup de réductions; mais tous les traitements ont été doublés, il ne faut pas l'oublier, et le coût de l'achat du matériel reste élevé.

Votre Commission spéciale ne croit pas avoir découvert la dernière économie qu'il soit possible de réaliser. Pour faciliter l'examen du budget, elle a, comme l'a fait votre rapporteur pour le budget de 1921, publié en annexe une classification des dépenses en dépenses d'administration; dépenses résultant de l'application d'une loi organique; dépenses facultatives. Ainsi il y aura moyen de rechercher assez aisément quels sont les postes de dépenses qui pourraient être réduits encore.

II. — Administration du territoire d'Eupen-Malmédy.

Des renseignements fournis à votre Commission spéciale, il résulte que l'Administration centrale belge liquide sur les ressources générales du Trésor belge le coût du fonctionnement de divers services à Eupen et Malmédy. Ainsi, seront inscrits au budget de la Justice les crédits nécessaires au paiement des traitements des curés et des pasteurs; au budget de l'Industrie et du Travail les crédits pour les objets suivants :

Enseignement industriel, professionnel et ménager.

Métiers et négoce. — Secrétariat d'apprentissage.

Bibliothèques professionnelles.

Syndicats d'outillage.

Service médico-pharmaceutique.

Sociétés mutualistes, subsides.

Unions professionnelles.

Conseils des prud'hommes.

Comités de patronage des habitations ouvrières.

1° Subsides en 1921 sur les allocations allouées.

2° Subsides en 1921 sur les cotisations.

Fonds national de crise.

Assurance-accidents .

a) Rentes-accidents reprises du régime allemand.

b) Allocations supplémentaires.

Pensions de vieillesse (application de la loi belge).

Conseils de l'Industrie et du Travail.

L'Administration Centrale Belge des ponts et chaussées est chargée du service des routes de district.

Il y a lieu de noter encore que le Trésor belge paie les indemnités de séjour allouées aux agents des douanes et accises.

Le Gouvernement d'Eupen-Malmédy assure directement au moyen de ressources perçues sur territoire du Gouvernement le coût du fonctionnement des services énumérés à l'annexe n° V du présent rapport et qui sont moins importants que l'an dernier, le rôle de l'administration centrale belge s'étendant tous les jours.

Le montant des dépenses à faire dépassant de 39,500 francs le montant des prévisions de recettes, il y a lieu, comme la Chambre l'a fait l'an dernier déjà, d'inscrire au budget belge un crédit spécial destiné à couvrir le déficit prévu. Votre Commission a l'honneur de vous proposer le vote de l'amendement suivant au projet de budget pour le Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène :

ART. 62 (nouveau).

Intervention de l'Etat Belge dans les dépenses des territoires annexés d'Eupen et de Malmédy conformément à l'état de prévision relatif aux recettes et aux dépenses de ces deux cercles 39,500 francs.

**III. — Observations présentées sur des objets pour lesquels
un crédit n'est pas proposé au budget.**

Elles sont indiquées et sommairement discutées ci-après.

1. Habitations insalubres.

Un membre a soutenu en section que, vu la pénurie des maisons, les bourgmestres rencontrent des difficultés quand il s'agit pour eux d'interdire

l'occupation de maisons insalubres. A son avis, une loi devrait intervenir pour préciser les droits et les devoirs des bourgmestres.

Votre Commission spéciale estime que la question telle qu'elle a été posée est trop peu précise pour pouvoir être discutée avec succès. Elle doute que les bourgmestres soient aussi désarmés que notre collègue paraît le croire. Le bourgmestre peut, en principe, toujours ordonner la démolition d'un bâtiment insalubre ; il est indirectement possible d'obliger le propriétaire de restaurer pareille habitation puisqu'un règlement communal peut subordonner l'exercice du droit du bourgmestre au fait de la mise en demeure du propriétaire d'exécuter les travaux d'assainissement. (WILLEQUET, *loi communale* 2^e édition, p. 262; BERNIMOLIN, *Instruction Provinciales et communales*, tome 2, p. 115 et 116, VALÉRIUS, *Organisation, Attribution et Responsabilité des Communes*, tome 1, page 392 et suivantes).

2. *Finances communales.*

Un membre a critiqué en section les lenteurs apportées par le Gouvernement à l'approbation des décisions prises par les communes pour améliorer leur situation financière. Il ajoutait que les communes devraient posséder toute liberté en matière financière et en matière d'impositions communales.

Votre Commission spéciale estime que la discussion de ces observations aussi urgentes que graves appartient à la Commission des finances qui est chargée de l'examen des projets de loi réorganisant le fonds communal et autorisant les communes à percevoir des additionnels sur certaines bases de l'impôt sur le revenu global ; l'étude de ces projets de loi amènera nécessairement la Commission des finances à envisager dans son ensemble le problème de la situation financière des communes.

3. *Nominations des bourgmestres.*

Un membre avait demandé en section que le Gouvernement procédât aussi rapidement que possible aux nominations des bourgmestres non encore effectuées.

De renseignement fournis à votre rapporteur il résulte, que 54 bourgmestres sont encore à nommer, mais que pour 17 communes le Ministre n'est pas saisi de propositions ; les enquêtes administratives pour les 37 nominations qui pourraient se faire ne sont pas terminées

II.

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE BUDGET.

Première Section. Dépenses ordinaires.

CHAPITRE I.

ADMINISTRATION CENTRALE.

Votre Commission spéciale s'est attachée à l'étude des crédits prévus aux articles 2 et 3.

I. *Personnel.*

Les observations jointes au projet de budget (Doc. n° 24, p. 23) signalent que si le crédit prévu à l'article 2 pour l'exercice 1922 est inférieur de 22,757 francs au crédit alloué pour l'exercice 1921 par suite de la suppression au littéra B de l'article d' une somme de 36,060 francs montant de l'indemnité qui était octroyée aux Conseillers du Gouvernement, il y a, en fait, une augmentation qui est en partie justifiée par un léger accroissement du nombre des membres du personnel.

Cette dernière remarque était exacte au moment où le projet de budget fut dressé, c'est-à-dire, à la fin d'août 1921. Le Ministre de l'Intérieur était alors Premier Ministre et le personnel du cabinet de ce dernier était rattaché au Département de l'Intérieur.

La situation n'est plus la même aujourd'hui.

Le 11 mars 1922 le personnel de l'Administration centrale comprend 179 agents contre 182 en 1921. Encore faut-il ajouter que 3 de ces 179 agents sont sous les drapeaux ; 1 est détaché à l'OEuvre de l'Enfance ; 1 à l'Office des Régions dévastées.

Poussant plus loin ses investigations, votre Commission spéciale constate que si le personnel attaché à l'Administration centrale du Département le 11 mars 1922 est numériquement le même que celui qui en dépendait en 1920, par contre ce personnel ne comprenait que 114 unités en 1914.

Assurément, depuis 1914 des services nouveaux ont été rattachés au Département de l'Intérieur ; citons : l'OEuvre Nationale de l'Enfance ; l'OEuvre des Invalides de la guerre ; la Croix Rouge de Belgique ; l'Office des prisonniers de guerre. Certains services ont pris de l'extension : tel celui de l'hygiène. Il a fallu liquider des services désorganisés pendant la guerre : tels celui de la milice, celui des pensions. Mais la liquidation de services désorganisés doit être avancée ; les services nouveaux n'exigent pas un personnel si considérable. Une réduction du personnel doit être possible ; les cadres du personnel supérieur n'ont guère été renforcés, mais surtout ceux du personnel inférieur et ceux des agents temporaires. Votre rapporteur est convaincu qu'il est possible de réaliser là des économies. Sans critiquer

l'activité dont on fait preuve au Département, il croit qu'un peu de bonne volonté ferait produire par ce personnel inférieur et temporaire un travail comparable à celui presté par d'anciens fonctionnaires ayant l'orgueil de la tâche accomplie, surtout quand elle est lourde.

Tenant compte des considérations développées ci-dessus, votre Commission a l'honneur de vous proposer une réduction de 50,000 francs au littéra a du crédit prévu à l'article 2.

II. *Comité consultatif de législation, d'administration générale et de contentieux administratif.*

Des membres ont demandé que les attributions de ce Comité soient étendues à tous les Départements ministériels.

Il est en tous cas exact que des avocats-conseils sont attachés à plusieurs Départements ministériels (Affaires Étrangères, Agriculture, Travaux Publics, Colonies, Finances, Industrie et Travail, Affaires Économiques, Chemins de Fer), il est exact aussi que des comités consultatifs existent aux Travaux Publics, aux Affaires Économiques, aux Chemins de Fer.

Un examen rapide des budgets permet de constater que le montant des indemnités allouées à ces avocats et aux membres de ces comités atteint peut-être au moins la somme de 800,000 francs.

Il n'est cependant pas permis de conclure immédiatement qu'une extension des attributions conférées au Comité dépendant du Ministère de l'Intérieur permettrait de supprimer les avocats-conseils et surtout d'atteindre le but réel poursuivi par les auteurs de l'observation discutée ici, c'est-à-dire : « réaliser la formation d'un Conseil de législation qui, placé au-dessus de » tous les Départements ministériels, aurait la mission de revoir les textes » des projets de loi, d'étudier les arrêtés royaux, de veiller à la cohésion des lois ». (*Annales Parlementaires*, 1921-1922, p. 53.)

Il importe pour justifier cette opinion; de rappeler ici les origines du Comité, d'examiner sa composition, et d'indiquer l'objet de ses travaux.

Un arrêté royal du 15 mai 1858 décida la constitution au Ministère de l'Intérieur d'un Comité de législation qui serait chargé de l'examen des questions de législation et d'administration.

Un Comité de contentieux fut, d'autre part, organisé au Ministère des Travaux Publics par arrêté royal du 10 octobre 1879.

Par arrêté royal du 22 mars 1883 fut institué un Comité consultatif unique commun au Ministère de l'Intérieur et à celui des Travaux Publics; il était chargé de l'examen des questions de législation, d'administration générale et de contentieux administratif qui lui auraient été soumises par les chefs des deux Départements intéressés.

En 1884, quand fut créé le Département des Chemins de Fer, le Comité cessa en fait de dépendre en partie du Département des Travaux Publics; il fut divisé en deux sections : celle de l'Intérieur et celle des Chemins de Fer et cette situation de fait ne fut régularisée que par l'arrêté royal du 31 décembre 1919 qui fut promulgué « pour mettre l'organisation du

» Comité en rapport avec la dénomination actuelle des Départements d'administration générale dont il relève ».

Actuellement le Comité se compose de :

1^{re} SECTION : *Section de l'Intérieur*. Président : M. Van Iseghem, premier président de la Cour de Cassation, président du Comité. Membres : MM. Charles et De Haene, conseillers à la Cour de Cassation; Servais, procureur général près la Cour d'Appel de Bruxelles; Le Clercq, premier avocat général à la Cour de Cassation.

II^e SECTION. — *Chemins de fer* : Président : Goddyn, président à la Cour de Cassation; membres : MM. Remy, Silvercrux, Leurquin, Verhaegen, tous conseillers à la Cour de Cassation.

Secrétaire : N...

Secrétaire adjoint : M. Guelton, directeur au Ministère de l'Intérieur.

Il semble que le comité n'ait qu'une seule fois été consulté sur la légalité d'un projet d'arrêté; il n'est appelé à donner son avis que sur la portée de règlements qui sont en vigueur; sur des conflits existant entre deux départements; sur les conflits existant entre une administration centrale et une caisse de pensions.

Voici l'énumération de quelques avis récemment émis par le comité : Droit pour l'État d'établir des ponts fixes sur un canal appartenant à une ville. — Mode de supputation du calcul de l'indemnité de reprise à l'occasion du rachat par l'État belge d'une concession de chemin de fer. — Pension des fonctionnaires. — Question de savoir si les greffiers provinciaux dont le mandat est venu à expirer pendant la guerre et n'a pas été renouvelé par le Roi ont exercé régulièrement leurs fonctions et si les actes administratifs accomplis par eux ou avec leur concours pendant cette époque sont valables. — Question relative à un legs fait à une ville; ce legs peut-il être recueilli par la ville ou doit-il l'être par le Conseil général des hospices?

En résumé, la composition du comité est telle que ses membres, absorbés comme ils le sont par leurs fonctions judiciaires, ne trouveraient pas le temps requis pour accomplir la tâche nouvelle qu'on voudrait leur imposer.

L'application pratique d'idées formulées quand la Constituante rejeta l'organisation d'un Conseil d'État forme un problème trop compliqué pour que l'étude en soit mêlée à la discussion d'un budget.

Votre Commission exprime le vœu que le Gouvernement soumette à la Chambre un projet de loi organisant le Conseil de législation.

III. Matériel.

Le crédit alloué pour l'exercice 1914 s'élevait à 62,125 francs. Celui qui fut sollicité pour 1921 s'élevait à 219,000 francs. Malgré les efforts tentés par la Commission des Finances (*Doc. pour 1921*, n° 272. p. 5) pour en obtenir la réduction, le crédit fut porté par la Chambre à 243,000 francs à raison surtout de la présence à l'Intérieur du Cabinet du Premier Ministre.

Aujourd'hui que la coexistence cesse d'exister, l'administration ne propose en fait qu'une réduction de 5,000 francs.]

Votre rapporteur se plaît à proclamer qu'à l'Intérieur le matériel est économiquement géré, mais il croit cependant qu'en égard à la situation des finances de l'État, en égard à la baisse du prix du charbon, un effort d'économie doit être réalisé malgré tout.

Il vous propose de ramener le crédit au chiffre alloué par la Commission pour 1921, majoré de la charge temporaire de 20,000 francs, soit à 250,000 francs.

Votre Commission se rallie à cette conclusion.

CHAPITRE II.

PENSIONS ET SECOURS.

Il est utile de signaler que les secours alloués sur le crédit prévu à l'article 8 seront octroyés à l'avenir non plus à la suite de renseignements fournis par l'administration communale du domicile de l'intéressé, mais sur avis de la Commission de contrôle interministérielle, ce dernier organisme paraissant devoir jouir d'une plus grande liberté d'appréciation.

Votre Commission spéciale demande au Ministre de vouloir examiner si à l'avenir l'octroi de secours ne pourrait, en principe, être supprimé. A l'Agriculture l'affiliation des agents subalternes à une caisse de retraite est encouragée par l'octroi de subsides. A la Justice l'octroi éventuel et exceptionnel de secours est subordonnée pour tous les agents à l'affiliation à une société de secours mutuels de leur choix; dans ce but, il est alloué un subside égal au tiers de la cotisation payée. Ces pratiques devraient être développées pour augmenter l'esprit de prévoyance chez les agents de l'État.

CHAPITRE III.

STATISTIQUE GÉNÉRALE.

Organisation d'une Commission central de statistique.

De nombreux membres ont émis l'avis, souvent formulé déjà, que les statistiques dont les divers départements ministériels jugent la confection nécessaire devraient être établies à l'initiative et sous la direction d'une commission unique.

Il est certain que cette élaboration de statistiques générales et détaillées ne pourra, en principe, supprimer l'obligation pour les divers départements ministériels de solliciter l'obtention de renseignements sur une situation spéciale. Ainsi, par exemple, le département de l'agriculture peut juger nécessaire de connaître les conséquences d'une maladie nouvelle de l'espèce bovine ou chevaline.

Mais il est non moins certain que l'obligation qui serait imposée aux

départements ministériels de demander des renseignements à une commission centrale unique avant de s'adresser, comme ils le font maintenant, aux administrations locales, amènerait une diminution de dépenses, une économie de temps, une plus grande exactitude des renseignements fournis.

A supposer que le Département de l'Intérieur soit chargé de la direction du service, les crédits prévus au chapitre III du budget de ce Département devraient nécessairement être majorés; par contre les crédits prévus à divers articles du budget d'autres Départements (Justice, Agriculture, Industrie et Travail) pourraient être supprimés. Il y aurait économie indiscutable résultant d'une diminution du personnel et du matériel (1).

Mais la réforme amènerait surtout des données statistiques exactes et concordantes, et la Belgique cesserait d'être avec l'Espagne le seul pays de l'Europe qui serait privé d'un pareil organisme.

Votre rapporteur a pu et eu l'occasion de signaler à la Chambre qu'en 1919 trois Départements ministériels ont successivement demandé aux administrations communales une statistique du bétail; les administrations locale sont donc trois fois dû recommencer le même travail.

Il prend la liberté d'attirer votre attention sur ce fait nouveau. Par circulaire en date du 25 octobre 1921, le Ministre de l'Industrie et du Travail

(1) Liste des publications statistiques des différents départements ministériels.

Agriculture : Rapport triennal sur la situation de l'enseignement agricole.

Recensement général 1910.

Publication du service des associations et de la statistique (3 brochures).

Statistiques publiées au *Moniteur* : prix moyens des grains.

Affaires Étrangères : Bulletin commercial.

Renseignements commerciaux documentaire.

Affaires économiques : Bulletin de documentation économique (hebdomadaire). Comprend en supplément une statistique semestrielle sur la situation économique de la Belgique.

Mercuriale publiée en annexe au Bulletin,

Défense Nationale ; Statistique médicale (publication suspendue).

Sciences et Arts : Rapports triennaux sur l'état de l'enseignement (publication suspendue),

Ce département publie également au *Moniteur* des renseignements statistiques sur la population des établissements d'instruction.

Chemins de fer : Comptes rendus des opérations annuelles.

Ce département publie également au *Moniteur* la statistique du mouvement et des recettes, le tableau comparatif des recettes publié par la direction du contrôle et des recettes.

La statistique du mouvement et des recettes des chemins de fer vicinaux.

Ministère des Finances : Tableau trimestriel du commerce.

Le *Moniteur* publie également le tableau du rendement des impôts, la statistique des sucres et celle des bières.

Ministère de la Justice : Statistique judiciaire. (Publication annuelle.)

Industrie et Travail : *Revue du Travail* (comprend des statistiques sur les bourses de travail, les grèves, le chômage, etc.)

Enquête semestrielle sur la situation des industries.

Statistique sur les accidents du travail.

Recensement de l'industrie et du commerce.

Statistique des industries extractives et métallurgiques.

Les annales des mines contiennent également des renseignements statistiques sur les industries extractives et métallurgiques.

Colonies : Renseignements de l'Office colonial (contient en annexe la statistique du commerce de la Colonie.)

demanda aux communes de lui indiquer quel est, par logement, le nombre de personnes qui l'occupent. Il exige que les administrations communales basent leur travail sur une des fiches dressées pour le recensement général de la population fait le 31 décembre dernier. Or, l'arrêté ministériel du 14 juin 1921, pris en exécution de l'arrêté royal du 1 septembre 1920, qui organise ce recensement stipule à l'article 17 que les fiches en question seront envoyées par les administrations communales au Ministère de l'Intérieur. Pour répondre à l'invitation du Département du Travail, les administrations communales doivent, soit recommencer en partie le recensement, soit solliciter du Ministre de l'Intérieur le renvoi des pièces.

Il faut que ces errements cessent et que des vœux précis émis par le Parlement soient réalisés.

Votre Commission spéciale ne dispose ni du temps ni des éléments requis pour élaborer un avant-projet d'organisation d'une Commission centrale de statistique ; cette initiative appartient en ordre principal au Gouvernement.

Pour marquer son désir de voir enfin solutionner la question, votre Commission spéciale vous propose de réduire, à titre indicatif, de 4,000 francs le montant du crédit prévu à l'article 9 du budget de l'Intérieur et de demander à la Commission des finances de bien vouloir examiner s'il ne serait pas opportun de proposer des réductions analogues.

Lors de l'examen en sections de l'article 9 du budget un membre a demandé que les fonctionnaires qui font partie de Commissions spéciales ne perçoivent plus aucun jeton de présence ou d'autres indemnités.

Cette question a été examinée par votre rapporteur dans le rapport qu'il a présenté sur le budget de l'Intérieur pour l'exercice 1921 (Doc. Parl. N° 272, p. 3.)

Votre Commission spéciale se rallie aux conclusions développées alors.

CHAPITRE IV.

AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

L'examen des divers articles de ce chapitre n'a pas donné lieu à observations.

Votre rapporteur a été avisé qu'une majoration du crédit des articles 12 et 15 serait nécessaire pour permettre la liquidation des traitements nouveaux alloués aux gouverneurs, aux greffiers provinciaux et des commissaires d'arrondissement par les arrêtés royaux des 20 et 21 octobre 1921.

CHAPITRE V.

AFFAIRES ÉLECTORALES.

Révision annuelle des listes électorales.

Des membres ont demandé s'il était possible de ne pas procéder en 1922 à la révision des listes électorales dressées en 1921 conformément aux dis-

positions de la loi du 26 mars 1921; ces membres ont fait remarquer que la publication cette année de listes électorales imposerait aux communes une dépense considérable.

Il est incontestable que cette dépense serait considérable. Plus de quatre millions d'électeurs et d'électrices, exactement 4,466,587, ont été inscrits sur les listes dressées en 1921; il est permis d'affirmer qu'en 1921 l'inscription d'un nom à la liste électorale a exigé une dépense (1) de 0,80 centimes au moins. Le nombre des électeurs à inscrire en 1922 ne devant pas être inférieur à celui de 1921; et le coût de la publication des listes n'ayant pas subi de réduction appréciable, la révision de 1922 exigera certainement une dépense de 4,500,000 francs au moins.

Divers moyens ont été préconisés qui allégeraient la charge imposée aux communes; et la détresse financière de ces dernières est si grave que le problème doit retenir l'attention de la Chambre.

Il semble, à première vue, qu'il serait simple et aisé de décider qu'il ne sera procédé à une revision que tous les deux ou quatre ans; l'article 51 nouveau de la Constitution supprime le renouvellement partiel des Chambres et fixe à quatre ans la durée du mandat législatif; l'instauration de la Représentation proportionnelle, la désignation de suppléants, rendent si rares les élections partielles, qu'on pourrait les qualifier d'anormales; la revision pourrait donc être entreprise en vue des élections normales seulement.

Cette solution soulève des objections.

D'abord, il faut prévoir l'hypothèse d'une dissolution. L'article 71 de la Constitution stipule que l'acte de dissolution contient convocation des électeurs endéans les quarante jours. Il en résulte que si la revision des listes n'était abordée qu'en vue des élections normales, que si une dissolution était décidée deux ou trois ans après ces élections-là, les administrations communales ne disposeraient pas du temps requis pour publier des listes nouvelles avec les garanties d'exactitude nécessaires et pour assurer le contrôle de ces listes par le public. Il ne pourrait être fait usage que de

(1) Une maison X*** ayant autographié les listes pour 175 communes a exigé fr. 0.60 par nom inscrit, pour livraison de 20 exemplaires au plus d'une liste.

Voici, en outre, quelques détails particuliers :

Villes ou communes.	Mode de tirage des listes.	Coût de la revision par nom.	Coût de la liste par électeur inscrit.
Bruxelles	Autographie.	1.00	0.40 à 0.45
Laeken	Impression.	2.00	1.13
Anderlecht	Dactylographie.	0.65	0.60
Etterbeek	Impression.	0.96	0.92
Ixelles	Autographie.	0.45	0.27
Schaerbeek	Idem.	0.76	0.45
Saint-Josse-ten-Noode .	Dactylographie.	1.18	0.50
Saint-Gilles	Idem.	»	0.50
Louvain	Idem.	»	0.32
Idem	Impression.	»	1.10
Molenbeek	Idem.	1.00	0.85
Eecloo	Idem.	»	0.70
Neufchâteau	Idem.	»	0.89
Courtrai	Idem.	»	0.59

listes anciennes. Tous les citoyens ayant depuis le dernier scrutin acquis le droit de vote ne participeraient pas au scrutin. Or, les événements politiques qui justifient une dissolution sont si graves que la consultation électorale qui en est la conséquence exige la participation de tous les ayants-droit.

Seconde objection. La liste électorale doit contenir le nom des électeurs généraux, des électeurs provinciaux et communaux. Or, si la durée du mandat législatif et du mandat provincial est la même, il n'en est pas ainsi en ce qui concerne le mandat de conseiller communal. Normalement, il y aura des élections législatives et provinciales en 1925, et des élections communales en 1926, les mandats communaux conférés en 1921, expirant le 1 janvier 1927 (art. 73 loi communale). Donc, si la revision précède seulement les élections législatives normales, aux premières élections communales futures il serait fait usage de listes dressées déjà en 1924; si la revision précède toute élection normale quelconque, une revision devient indispensable en 1924 et en 1925; en 1928 et en 1931; en 1932; en 1937 et en 1938.

Pareil système de revision paraît fort discutable.

L'idée a été suggérée de publier une liste électorale complète en vue des élections normales et de compléter ce document par l'impression de suppléments annuels renseignant : 1° l'inscription des électeurs nouveaux ayant acquis le droit de vote; 2° la radiation des électeurs décédés ou des électeurs ayant transféré ailleurs leur domicile.

Cette solution paraît acceptable s'il s'agit de communes où la population est stable et où elle est peu importante; il n'en est plus de même quand les mutations au registre de population sont nombreuses. Assurément, toutes ces mutations n'entraînent pas nécessairement, il s'en faut, une modification de la première édition de la liste électorale. Il importe cependant d'en tenir compte, quand on veut réfléchir aux chiffres suivants : Anderlecht, 41,507 électeurs, 41,500 mutations à l'intérieur et hors de sa commune; Etterbeek, respectivement 23,475 et 10,715; Ixelles, 54,496 électeurs et 23,819 inscriptions et radiations; Saint-Gilles, respectivement 43,255 et 15,619; Eecloo, respectivement 8,059 et 1,131.

Une troisième solution a été préconisée : la rédaction de la liste électorale sur fiches qui seraient conservées à la maison communale. On peut se demander comment se ferait alors le contrôle des listes par les associations politiques. Privées d'un document imprimé qui leur permet d'effectuer la revision dans des bureaux organisés et outillés, ces associations ne pourront plus quitter les bureaux communaux et la mobilité des fiches ne donne aucune garantie que leur nombre ne subira aucune modification.

En réalité notre législation électorale, quoiqu'on en dise, est si minutieusement précise et complète, qu'elle assure, plus que celle de n'importe quel autre pays, aussi bien l'inscription de celui qui possède le droit du suffrage, que le contrôle le plus absolu et le plus complet du public sur les dispositions prises et sur les dispositions à prendre par les autorités administratives et judiciaires pour assurer l'exercice de ce droit.

Il ne faut pas qu'en cette matière, l'efficacité des dispositions de notre

législation soit en rien atténuée. Ne diminuons jamais surtout le rôle de l'action publique (1).

Encore une fois votre Commission spéciale estime que la question est trop importante pour être tranchée définitivement au cours de la discussion du budget.

Mais elle espère que cette discussion permettra d'esquisser d'autres solutions encore que celles qui ont été brièvement examinées ci-dessus ; une

(1) Il est important de rappeler ici le rôle joué par l'action publique à l'occasion de la révision annuelle des listes.

A. Nombre des recours et des réclamations jusqu'en 1914.

Années.	Nombre des recours.	Nombre des réclamations tendant à inscription.
1894-1895 . . .	7,175	8,483
1895-1896 . . .	3,157	4,332
1896-1897 . . .	5,666	4,295
1900-1901 . . .	6,929	3,024
1904-1905 . . .	10,011	3,172
1905-1906 . . .	6,012	4,960
1909-1910 . . .	4,342	5,050
1910-1911 . . .	11,143	8,368
1914-1915 . . .	8,981	8,705

B. Nombre des recours et des réclamations depuis 1914.

Arrondissements.	Recours.		Réclamations tendant à inscription.	
	1920.	1921.	1920.	1921.
Anvers	2,430	2,836	823	172
Malines	"	1	"	"
Bruxelles	3	16	"	8
Louvain	234	293	19	17
Nivelles	350	405	82	"
Bruges-Ostende	40	"	2	14
Courtrai	"	22	2	4
Furnes-Dixmude	"	"	389	"
Ypres	"	"	1	"
Gand-Eccloo	249	36	"	"
Alost	31	"	"	"
Termonde	4	2	"	"
Mons	1,218	6	"	"
Ath	"	120	35	34
Charleroi	"	33	"	"
Soignies	"	1	"	"
Thuin	111	143	"	"
Tournai	250	164	59	6
Liège	225	253	391	235
Huy	"	2	1	"
Verviers	10	3	13	289
Waremmé	36	"	"	"
Hasselt	13	1	"	"
Virton	57	31	19	"
Marche	26	"	14	"
Neufchâteau	31	13	4	"
Namur	4	3	"	"
Dinant	1	4	6	"
Philippeville	38	3	16	"
Total.	5,361	4,091	1,876	829

étude du rapport déposé par M. Berryer au Sénat en 1910 au nom de la Commission chargée de l'examen du budget de la Justice pour l'exercice 1910 ne sera pas inutile. Dans tous les cas, pour solutionner provisoirement le problème il pourrait être sursis cette année à la revision; mais le vote des dispositions constitutionnelles nouvelles consacrant le principe du suffrage universel pur et simple exigeant une révision du texte du code électoral il serait prudent de réserver jusqu'à cette révision, la décision finale et d'attendre l'initiative que le Gouvernement prendra vis-à-vis d'un problème peut, seul sans doute, résoudre à raison des éléments d'information que seul il possède.

CHAPITRE VI.

MILICE.

Un membre a demandé que les cours d'appel demeurent juridiction en matière de milice, les juridictions nouvelles étant onéreuses pour le Trésor.

Votre Commission spéciale estime qu'une revision sur ce point de la loi qui est en vigueur est impossible, la durée du maintien de cette législation étant limitée et le vote de lois nouvelles prochain.

CHAPITRE VII.

CORPS DE SAPEURS-POMPIERS COMMUNAUX.

Le personnel des bureaux de la garde civique qui demeure attaché au Ministère de l'Intérieur est occupé au travail de la milice.

Le crédit prévu peut être réduit de 10,000 francs.

CHAPITRE VIII.

DÉCORATION CIVIQUE; MÉDAILLE DE LA REINE ELISABETH.

MÉDAILLE DU ROI ALBERT. RÉCOMPENSES PÉCUNIAIRES.

Votre Commission estime qu'il a lieu de conserver seulement la remise aux intéressés des bijoux pour ancienneté de service. Ces décorations civiques sont souvent décernées à des agents de condition modeste qui reçoivent par elles un témoignage de bons et longs services.

Tous ceux que la Commission de la reconnaissance a distingués et distinguera encore, qui donc sont tous des citoyens comprenant bien les sacrifices que le service de la Patrie exige, sauront admettre que les économies sont indispensables aujourd'hui et que la proclamation officielle au *Moniteur* des actes justifiant l'octroi d'une distinction est un témoignage qui peut leur suffire.

Votre Commission vous propose de réduire le crédit de 250,000 francs.

CHAPITE IX.

CROIX DE FER.

Le crédit prévu au budget pour 1922 et qui est supérieur à celui qui avait été prévu au projet de budget pour l'exercice 1921 a été fixé à la somme de 34,000 francs à la suite de la décision prise par la Chambre l'an dernier.

(*Ann. Parl.*, p.) de ne pas limiter le bénéfice de l'octroi de secours aux douze veuves des combattants de 1830 qui sont encore en vie, mais d'admettre à ce bénéfice soixante-cinq descendants de ces combattants qui n'ont pas encore atteint l'âge de 65 ans.

Il importe de signaler que les secours à accorder aux intéressés qui sont énumérés à la page 33 du budget seront octroyés sur avis donné non par les administrations communales, mais de la Commission de contrôle interministérielle.

CHAPITRE X.

ADMINISTRATION DE L'HYGIÈNE.

Quelques courtes remarques préalables s'imposent.

L'augmentation des crédits pour la rémunération du personnel est sensible ; elle s'élève à 150,290 francs et résulte de l'application des dispositions l'arrêté royal du 25 mars 1921 unifiant les grades et les traitements ; un renforcement du personnel n'y est pour rien ; celui-ci ne comprendra que 135 agents en 1922 contre 143 en 1921. (art. 39, 33, 38, 41.)

Les crédits destinés à rémunérer les frais de déplacement (art. 30) du service d'hygiène sont majorés de 20,000 francs ; par contre ceux pour la prophylaxie des maladies contagieuses (art. 34) quoique réduit de près de moitié demeure bien supérieur à la défense faite en 1921. Il n'y a sur ce point rien à corriger aux propositions budgétaires : la situation sanitaire en Europe orientale est devenue si grave, témoin les mesures préconisées par la Commission des épidémies de la Société des Nations que ce serait folie d'agir comme si en 1922 la Belgique serait nécessairement à l'abri de toute épidémie.

D'ailleurs presque tous les crédits du chapitre ont été depuis l'armistice vérifiés de près ; le libellé des articles a été précisé en 1921 ; un examen détaillé des dépenses liquidées en 1921 quand elles seront soumises à la Cour des comptes, permettra d'établir si des réductions de dépenses sont possibles par une plus judicieuse organisation des services.

En résumé les investigations sur l'administration de l'hygiène doivent porter sur des postes nouveaux de dépenses. Ces postes, quoique compris dans ce chapitre ci ainsi qu'au chapitre des dépenses exceptionnelles (art. 60 et 61) seront successivement examinés. Ainsi il y aura moyen d'apprécier l'importance des sacrifices consentis par le pays pour améliorer sa situation hygiénique, car suivant les propositions du Gouvernement, les services anciens et nouveaux exigeraient un décaissement de 19,330,280 suivant les propositions de votre Commission spéciale un décaissement de 17 millions 430.280 francs.

1. *Subside aux écoles d'infirmiers et d'infirmières.*

Subsides aux élèves nécessiteux. (Art. 35, litt. 6.)

Le crédit est nouveau.

Son octroi n'a pas été discuté : personne ne combattra une augmentation de la valeur technique du personnel des hôpitaux ; tous rendent hommage

aux services réels rendus par l'infirmière, notamment par l'infirmière visiteuse, qui collaboratrice éclairée du médecin ou d'une œuvre, pénètre dans des milieux malheureux et souvent ignorant, pour y enseigner plus d'ordre, plus de propreté, plus de précautions contre la contagion.

Mais l'augmentation du crédit a été demandée; il y a surtout, dit-on, manque d'infirmières et à ce moment le Gouvernement en exige la collaboration pour l'inspection médicale scolaire.

L'augmentation du crédit, augmentation qui n'était pas d'ailleurs déterminée, n'a pas été admise. Les provinces allouent des subsides aux écoles en question; l'État n'exige pas la nomination d'infirmières visiteuses scolaires; enfin, et ici se rencontre l'argument capital : les services à rendre par les infirmières dépendront essentiellement de leur qualité plus que de leur nombre. Appelée à pénétrer dans les plus intimes détails de l'existence familiale, l'infirmière doit inspirer confiance par sa tenue, sa moralité, son tact, son expérience. Il faut d'abord faire agréer des sujets d'élite, peu nombreux, soit, mais qui fassent non pas tolérer mais désirer leur collaboration. Ainsi l'institution sera lancée, et le ton sera donné au personnel à recruter; le moment n'est pas encore venu comme pendant la guerre d'ouvrir toutes larges les portes des écoles d'infirmières.

II. *Encouragements pour les améliorations qui intéressent l'hygiène publique.* (Art. 44.)

L'import du crédit prévu à cet article a déjà préoccupé l'an dernier la Commission des finances et du budget. (*Doc. Parl.* n° 272, p. 11.) Elle vous signalait que le crédit était porté de 550,000 francs à 2 millions; que le montant des engagements souscrits par l'État s'élevait à plus de 9 millions (*Idem*, p. 19.)

La situation est plus grave cette année; le crédit est porté à 4 millions; celui des engagements souscrits au 1^{er} mars 1922 s'élève 12,166,115 francs y compris les 300,000 francs prévus à l'article 61 du budget dont il sera parlé ci-après.

Il n'y a pas lieu de trop s'étonner. Avant-guerre, le crédit s'élevait à 1,500,000 francs; en général il était alloué un subside égal à 33 p. c. au plus de la dépense. Si les règles anciennes avaient été suivies, il aurait fallu, à cause du renchérissement du coût des travaux, porter le subside à 4 millions 500,000 francs au moins; mais en 1919 les subsides furent portés à 60 p. c. en vertu des dispositions de la circulaire interministérielle du 5 avril 1919. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement, en vertu de dispositions qui étaient en vigueur, a le 1^{er} mars 1922 promis 11 millions de subsides pour des travaux qui sont presque tous en cours d'exécution ou en voie d'achèvement. (Voir l'Annexe n° II.)

Il faut cependant liquider le passé et éviter, qu'à l'avenir il y ait si grande différence entre le subside sollicité et l'engagement souscrit. Une indication aussi détaillée que possible des engagements est nécessaire.

Votre Commission croit que les principes suivants pourraient être appliqués :

1° Aux budgets de 1923 et 1924, une partie du crédit serait affectée à la liquidation des subsides promis jusqu'au 1^{er} mars 1922 et qui seront liquidés si les travaux sont exécutés endéans les délais convenus;

2° Une partie du crédit, à liquider pour la première fois en 1923, serait affectée au paiement des subsides promis depuis le 13 mars 1922 et l'import du crédit dont le Gouvernement juge devoir disposer serait justifié par la production de la liste des travaux agréés;

3° Seraient supprimés tous les subsides alloués pour la construction de citernes, de puits à purin, de lavoirs, abreuvoirs, usines d'incinération, comblement de fosses;

4° Le crédit serait réservé pour la construction d'égouts, de cimetières, de stations de désinfection, de pavillons pour contagieux, de bains-douches.

III. — *Mesures de prophylaxie de la tuberculose; subsides; dépenses diverses (art. 47).*

Le crédit était en 1921 porté au budget extraordinaire; son import n'a pas été modifié.

Divers faits connus doivent inspirer toute étude qu'exige l'examen du crédit prévu : il est bon de les rappeler ?

Pendant la guerre le petit supplément de nourriture donné par le Comité National aux tuberculeux et aux pré-tuberculeux a, concurremment avec les soins qui leur étaient donnés, prolongé ou sauvé une masse d'existences.

Les privations subies pendant la guerre, la promiscuité actuelle qui règne dans certains logements, a dans d'incroyables proportions augmenté le nombre des tuberculeux.

La population de la Belgique ne dépasse pas en 1920 le chiffre qu'elle atteignait en 1910.

Il faut donc à tout prix combattre la mortalité et la morbidité.

En résulte-t-il que le crédit sollicité doive être maintenu au chiffre prévu ?

Votre Commission spéciale ne le croit pas.

Le crédit a un triple but : 1° subsidier la Ligue nationale contre la tuberculose; 2° assurer le fonctionnement du sanatorium de Honthem-lez-Furnes; 3° permettre l'acquisition de sanatoria destinés à remplacer ceux qui étaient installés pendant la guerre en France à Charray et à Job.

Il est évident que le coût de ces dernières acquisitions devrait être porté au budget extraordinaire; le Parlement pourrait allouer par vote spécial le crédit nécessaire quand le Gouvernement aura souscrit une option d'achat.

De renseignements fournis à votre rapporteur il résulte qu'il a été alloué à la Ligue en 1920, par le Ministère de l'Industrie et du Travail 6 millions 720,000 francs, dont 3,495,837 francs furent (voir Annexe II) consacrés, si l'on peut s'exprimer ainsi, directement aux tuberculeux et le reste, soit 4,524,163 francs, à la propagande, aux frais d'administration, à l'achat de livres et d'outillage — en 1921, par le Ministère de l'Intérieur 3,900,000 fcs ont été liquidés parce que les comptes pour l'exercice 1921 ne sont pas fournis. (Voir Annexe III).

Si donc le Gouvernement disposait pour 1922 d'un crédit supérieur à celui qui fut alloué à la Ligue en 1921, cela afin d'assurer une extension éventuelle du service; s'il disposait, en outre d'un million pour assurer le fonctionnement du sanatorium de Houthem et pour assurer l'hospitalisation dans des sanatoria privés jusqu'à ce que les établissements de Job et de Charray soient remplacés, le fonctionnement du service serait assuré d'autant plus que les budgets provinciaux pour 1921 prévoient pour des buts analogues des crédits s'élevant à plus de 750,000 francs.

Votre Commission vous propose une réduction de 1,500,000 sur le crédit proposé.

IV. *Service et organisation sanitaire résultant des événements de guerre. — Prophylaxie des maladies vénériennes.*

Le crédit est la reproduction de celui qui figure au budget extraordinaire pour 1921.

Le rapport sur le budget de l'Intérieur pour l'exercice 1919 signalait déjà la nécessité des mesures à prendre pour combattre ces maladies; il indiquait comment le Gouvernement avait organisé la lutte.

Il ne faut pas s'imaginer que trois années d'efforts réalisés aient supprimé ou même atténué le danger.

Un terme ne serait assignable à la lutte antivénérienne que si le respect rigoureux des lois morales se développait.

En attendant qu'il en soit ainsi, cette lutte exige qu'une solution soit donnée au problème de la police des mœurs, à celui du traitement médical et à celui de la propagande.

D'un avis exprimé en 1919 par le Conseil supérieur d'Hygiène, il résulte que la réglementation de la prostitution telle qu'elle avait été pratiquée jusqu'alors, c'est-à-dire la surveillance médicale et policière des prostituées, n'a donné que des résultats notoirement insuffisants. Aussi, si l'on peut, comme on l'a fait en section, prier M. le Ministre de l'Intérieur d'inviter les administrations communales à réprimer plus énergiquement qu'elles ne le font trop souvent la prostitution clandestine, si l'on peut soutenir que le vote du projet de loi sanitaire déposé en 1911 serait heureux, tout cela ne résoudra pas la question.

Conformément, toujours à l'avis du Conseil supérieur d'hygiène, la lutte entreprise doit être basée sur les principes suivants :

« La prophylaxie sociale des maladies vénériennes doit consister en première ligne, dans la stérilisation des porteurs de germes. En conséquence elle doit être, avant tout, d'ordre thérapeutique.

» Cette prophylaxie, pour être efficace, doit avoir pour elle la collaboration volontaire et éclairée du corps médical tout entier.

» La première condition de réussite est de permettre au plus grand nombre de malades de bénéficier du traitement antisiphilitique.

» Pour cela il faut que la fourniture des médicaments stérilisants soit gratuite, que les soins médicaux soient assurés gratuitement dans une très large mesure et que la discrétion la plus grande soit garantie.

» Doivent être organisés : des dispensaires répondant aux principes pré-sentés par le Conseil supérieur d'hygiène; des consultations gratuites et des polycliniques qui adopteront, dans leurs grandes lignes, l'organisation du dispensaire; une distribution gratuite aux malades, à l'intervention du médecin, des médicaments stérilisants. »

Ces principes ont été appliqués par le Gouvernement à une organisation s'étendant à tout le pays et pour le fonctionnement de laquelle le subside en question est sollicité.

L'import du subside est-il trop élevé?

Votre Commission spéciale ne le croit pas. Il faut avoir le courage d'envisager la situation réelle. A toute période d'après-guerre a coïncidé une formidable extension des maladies vénériennes (1). Il en est encore ainsi. Votre Commission spéciale, parce qu'on n'apprécie pas à sa juste valeur l'imminente gravité de la question, publie en annexe des statistiques effrayantes : on n'exagère pas quand on affirme qu'actuellement il se constate en moyenne, par mois, plus de 1,900 cas de contagion vénérienne, dont plus de 1,300 syphilitiques. (Voir Annexe IV).

Nous osons espérer que la haute conception qu'a notre corps médical de son rôle et de son devoir empêchera les abus qu'une distribution gratuite des médicaments pourrait occasionner.

V. — *Distributions d'eau*

Le Gouvernement sollicite donc l'octroi d'un subside de 500,000 francs représentant une part de l'intervention de l'État dans le coût des travaux de l'installation d'essai projeté à Moll par l'association provinciale et intercommunales des eaux de la province d'Anvers.

Le projet auquel il est fait allusion en-dessus a pour but l'alimentation en eau de trente-cinq communes de la province d'Anvers par creusement sur territoire de la province de Limbourg, à Lommel, de puits recueillant les eaux de surface tombées sur les bruyères. La série complète de puits occuperait une longueur de 10 kilomètres. Les eaux ainsi captées seraient portées vers un vaste château d'eau d'où elles se déverseraient vers les communes affiliées. Le coût actuel de l'exécution totale du plan s'élèverait à cent-douze millions.

Votre Commission spéciale a l'honneur de vous proposer d'ajourner à un autre exercice la décision à prendre.

Le coût total de l'exécution du plan projeté s'élèverait donc à 112 millions; à supposer que l'État alloue le subside d'usage, soit un tiers de la dépense, l'octroi du crédit qui est sollicité aujourd'hui formerait le premier versement d'une somme de 37 millions environ. Quand désormais un crédit est alloué pour des travaux publics, il faut que le Parlement connaisse la

(1) Dans l'armée prussienne, la mortalité par syphilis fut de 15 p. c. pendant la campagne de 1870 pour monter à 45 p. c. lorsque les troupes occupèrent leurs cantonnements en France. Dans le premier corps bavarois, le nombre des affections vénériennes était de 3 p. c. en septembre 1870 et s'élevait à 77 p. c. au mois de mai 1871.

(Conseil sup. d'Hyg.)

charge totale qui grèveront nos finances. Or, nous ignorons ce à quoi nous nous engageons, quoi qu'en disent les développements du budget.

De plus, il est parlé d'une installation d'essai. Votre rapporteur espère se tromper, mais il croit que le coût de l'essai ne sera pas supporté par les trente-cinq communes affiliées, mais par celles seulement qui recevraient l'eau éventuellement produite par la station d'essai et il doute que ces communes-là assumeront volontiers seules la dépense qui leur incombera.

Enfin, votre rapporteur a de très nombreux motifs de croire que l'administration provinciale du Limbourg n'a pas été appelée à définitivement formuler son avis sur un projet de captage fait sur son territoire et qui la prive d'une réserve d'eau importante juste au moment où devenant industrielle, elle doit prévoir l'avenir.

N'oublions pas, enfin, que le projet a été vivement combattu au sein du Conseil provincial d'Anvers et que les arguments développés par l'opposition au sein de cette assemblée auraient au moins dû être indiqués.

Ceci amène votre Commission spéciale à vous dire un mot de la politique suivie par le Gouvernement en matière d'installations de distributions d'eau d'eau potable. La guerre a tellement fait oublier des votes émis par le Parlement qu'il est nécessaire de le faire.

Une loi du 18 août 1907 avait autorisé les communes à s'associer pour installer des distributions d'eau. Par là, l'Intercommunale des eaux bruxelloise a pu s'engager à fournir de l'eau à Alost, Gand, Termonde, Lebbeke, Bruges, Ostende et Blankenberge. L'octroi par la loi du 10 février 1922, d'une somme de 25 millions à l'Intercommunale lui a permis d'exécuter après-guerre les engagements souscrits avant la guerre.

La loi de 1907 n'ayant pas reçu d'autre application pratique que dans le cas qui en avait justifié le vote, la Société Nationale des distributions d'eau alimentaire fut créée par la loi du 26 mars 1913 et l'acte constitutif de la Société passé le 15 mai 1914.

Cette Société est organisée à peu près comme l'est celle des chemins de fer vicinaux : elle exécute des travaux dont le coût est soldé par l'émission d'obligations; l'intérêt de ces obligations étant payé au moyen d'annuités versées par l'État, les provinces et les communes; et le paiement de l'intérêt étant garanti par l'État. Point important à noter : les organismes créés par la Société ne peuvent poursuivre aucun but lucratif. S'il y a des bénéfices, ils retournent en principe aux communes.

Pendant la guerre la Société Nationale n'a rien pu faire.

Depuis l'armistice son activité est considérable.

Sont prêts à être mis en adjudication les services suivants : 1° Celui du Bas-Borinage pour 45.000 habitants ; 2° celui du Sud-Est du Limbourg pour 20.400 habitants et 23 communes ; 3° celui Nord de Namur, Groupe A pour 15.000 habitants privés d'eau à la suite des travaux exécutés par l'Intercommunale ; 4° celui de Namur, Groupe B ; 5° celui de la Dendre supérieure pour la ville d'Ath et de Lessines.

La Société sollicite pour ces travaux le subside de l'État; elle lui a également demandé l'autorisation de contracter un emprunt de 20 millions.

Le résultat obtenu par la Société des chemins de fer vicinaux permet à votre Commission spéciale de croire que les efforts tentés par la Nationale des eaux aboutiront à un succès analogue.

CHAPITRE XI.

HYGIÈNE SOCIALE DE L'ENFANCE.

Tout en s'abstenant de citer des faits précis des membres ont soutenu que sur les crédits de ce chapitre des dépenses exagérées étaient liquidées.

L'article 51 du chapitre est le seul qui exige un examen approfondi.

L'Œuvre nationale de l'Enfance n'est pas libre d'agir d'après des règlements qu'elle se donne ; la loi du 3 septembre 1919 l'oblige d'agréer et de subsidier les organismes locaux qui répondent à des conditions fixées par la législature.

L'Œuvre nationale détermine seulement, sous le contrôle du Gouvernement, le taux du subside ; elle en contrôle l'emploi.

Or, les chiffres statistiques suivants permettront mieux que des phrases, de juger si les crédits sollicités sont exagérés.

Des consultations de nourrissons étaient organisées en 1921 dans 822 communes du pays. Elles réunissaient 80,362 protégés ; la dépense annuelle par protégés s'élevait à fr. 22.39. Près de 779 « gouttes de lait » assuraient la distribution de lait stérilisé, faisaient une propagande active en faveur de l'allaitement maternel et géraient 524 cantines maternelles.

Les « gouttes de lait » groupaient 70,547 protégés, les cantines maternelles 20,400. Pour les gouttes de lait la dépense par protégé s'est élevée à fr. 83.45, pour les cantines maternelles, à fr. 98.88.

Le repas scolaire est distribué à 47,980 enfants et les cantines pour enfants débiles comptent 10,550 petits malheureux.

Le coût moyen annuel du repas scolaire s'élève à 18.96 ; celui du repas dans une cantine d'enfant débile à fr. 98.51.

Aux colonies pour enfants débiles on relevait en 1921 pour 7,880 garçons et filles, 552,012 journées de présence et fr. 3,423,078.23 de frais d'administration, soit une moyenne de 55 journées de présence par enfant et une dépense de 6.20 francs environ par journée de présence.

L'hospitalisation des enfants des régions dévastées s'étendait encore en 1920 à 647 sujets ; les frais s'élevaient à 1,567,523 francs, soit à 2,400 francs environ par an et par enfant.

La part la plus importante de la dépense résulte donc du fonctionnement des « gouttes de lait » et des cantines maternelles.

Votre Commission spéciale vous propose le vote des crédits sollicités sauf celui de l'article 48 qui peut être réduit de 5,000 francs.

Avant la guerre, la Belgique ne pouvait se flatter d'être un des pays où la mortalité infantile était réduite à un chiffre normal. Pendant la guerre, le taux de la mortalité infantile a baissé grâce à l'enseignement donné aux mères, grâce assez souvent à la surveillance exercée sur la qualité du lait

distribué et cela malgré toutes les privations imposées à la population. Pendant la guerre aussi l'organisation du repas scolaire a sauvé les générations de l'avenir. La paix ne doit pas nous faire oublier les enseignements reçus pendant la guerre, alors surtout qu'à la baisse du chiffre de la natalité doit être opposée une baisse du chiffre de la mortalité infantile.

Est-ce à dire que toutes les œuvres nées de la guerre doivent toujours subsister; que jamais il n'y a eu d'abus?

Une œuvre humaine n'est pas exempte d'erreurs surtout au moment où elle s'organise; il y en a peut être des « Gouttes de lait » qui ont distribué du lait à des affiliées qui pouvaient le payer. Il n'est pas impossible que certaines installations de colonies d'enfants débiles auraient pu être plus économiquement réalisées. Des repas scolaires ont peut être été distribués dans des campagnes où le besoin ne s'en faisait pas sentir et là où le repas scolaire existe, des parents fortunés en ont peut-être trop profité.

Mais, si l'on peut s'exprimer ainsi, l'œuvre se tasse; le conseil supérieur des œuvres de l'enfance est suffisamment conscient des difficultés financières que traverse le pays pour renforcer la surveillance maintenant qu'il n'est plus absorbé par l'organisation de ses travaux et de son rôle; il suffira que son attention soit éveillée une fois de plus pour qu'il réalise le but le plus essentiel poursuivi par les auteurs de la loi de 1919 : la fondation dans chaque commune du pays d'une consultation de nourrissons avec son corollaire nécessaire dans les villes et dans les centres industriels, l'organisation d'une goutte de lait.

Il sera d'ailleurs utile de dire que dans sa séance du 1^{er} avril prochain le Conseil supérieur des Œuvres de l'Enfance étudiera le moyen de réaliser des économies dans le fonctionnement des consultations de nourrissons et des gouttes de lait, par l'extension du système de la distribution des primes d'encouragement et la majoration de la redevance de fr. 0.10 qui est actuellement exigée.

Au cours de l'examen fait du présent rapport par votre Commission spéciale, deux amendements ont été déposés par notre collègue, M. Melckmans.

Il a proposé :

1° A l'article 48 : subside destiné à favoriser l'établissement de maternités par les communes, associations de communes et les administrations charitables, 100,000 francs.

2° A l'article 51 : porter la provision de 16,000,000 à 18,000,000 de francs afin de permettre 1) l'extension pour enfants débiles et la création d'œuvres pour rachitiques; 2) l'intervention de l'Œuvre Nationale de l'Enfance dans les frais de premier établissement de ces organismes.

Votre Commission vous propose d'adopter le premier amendement; elle croit, en effet, que les maternités manquent en Belgique.

La Commission vous propose le rejet du second amendement parce qu'elle croit que le Comité directeur de l'Œuvre de l'Enfance dispose de tous les crédits requis pour réaliser la mission essentielle qui lui incombe.

CHAPITRE XII.

DÉPENSES DIVERSES ET IMPRÉVUES.

Il n'y a pas d'observations à formuler.

CHAPITRE XIII.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

Les crédits prévus aux articles 60 et 61 ont été examinés ci-dessus.

Le crédit prévu à l'article 57 avait fait l'objet de réserves.

Des renseignements fournis à votre rapporteur il résulte que le personnel chargé du dépouillement des résultats du recensement sont nommés à titre temporaire et que leur présence dans les bureaux ne leur confère pas de droits pour l'avenir.

Votre rapporteur a été avisé que le Gouvernement proposerait une réduction du crédit.

Les décisions prises par votre Commission spéciale réduisent de 2 millions 242,000 francs l'import des crédits à allouer ; le budget s'élèverait donc à 45,198,163 francs.

Le texte du présent rapport a été adopté par votre Commission spéciale.

Votre Commission spéciale a donc l'honneur de vous proposer d'adopter le budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène tel qu'il a été amendé par elle.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.

NOTE COMPLÉMENTAIRE.

Depuis que votre Commission spéciale a pris connaissance du texte du présent rapport, le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre le texte des amendements qu'il apportait au projet de budget.

Ces amendements prévoient une réduction de 190,000 francs de dépenses qui malheureusement sont compensées par des propositions de majoration de dépenses qui s'élèvent à 169,900 francs.

Il y aurait donc finalement une économie de 20,100 francs.

Ces amendements sont examinés ci-après.

ART. 2, *littéra a (Personnel administration centrale).*

La réduction proposée de 50,000 francs concorde avec celle admise par la Section centrale.

ART. 4, *littéra a (Matériel administration centrale).*

Votre Commission se rallie à l'amendement présenté par le Gouvernement.

ART. 12, 13 et 15 (*Affaires provinciales et communales*).

L'augmentation de dépenses a été annoncée p. 9 du présent rapport. Elle est justifiée, mais votre Commission regrette que des augmentations de traitements aient, une fois de plus, été consenties avant que le Parlement ait alloué les crédits nécessaires.

ART. 21 et 22 (*Affaires électorales*).

Les réductions proposées par le Gouvernement sont agréées par votre Commission spéciale; elles s'élèvent à 55,000 francs.

ART. 25 (*Corps sapeurs-pompiers*) et 48 (*Hygiène sociale de l'Enfance*).

Les réductions de 10,000 francs et 5,000 francs proposées par le Gouvernement sont les mêmes que celles qui furent décidées par votre Commission spéciale.

ART. 57 (*Recrutement général*).

La réduction de 70,000 francs proposée par le Gouvernement a été signalée p. 21 du présent rapport; votre Commission spéciale vous en propose l'adoption.

ANNEXE I.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Budget de 1922

Ventilation des dépenses.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Crédits demandés.	Dépenses d'administration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
CHAPITRE I.						
<i>Administration centrale.</i>						
1	a) Traitement du ministre,	44,000	35,000			
	b) Frais de représentation,		9,000			
2	a) Traitements des fonctionnaires,	1,568,871	1,525,580			
	b) Législation (10,000), contrôle (24,291), avocat (4,000), divers (5,000),		43,291			
3	Travaux extraordinaires autorisés,	10,000	10,000			
4	a) Matériel (hôtel et bureaux),	258,000	220,000			
	b) Emploi d'automobiles,		38,000			
5	Frais de route,	7,500	7,500			
		1,888,371	1,888,371	»	»	
CHAPITRE II.						
<i>Pensions et secours.</i>						
6	Pensions 1 ^{er} terme,	40,000	»	40,000	»	Loi générale sur les pensions.
7	Caisse secrétaires communaux,	200,000	»	200,000	»	Loi du 30 mars 1861.
8	Secours,	12,000	»	»	12,000	A le caractère d'un complément de la pension.
		252,000	»	240,000	12,000	
CHAPITRE III.						
<i>Statistique générale.</i>						
9	Commis ^{se} centrale de statistique, personnel,	25,000	25,000	»	»	
10	Id., matériel,	35,000	35,000	»	3,000	Subside annuel à l'off. intern. de statistique.
12	Bibliothèque de statistique,	9,800	9,800	»	»	
		69,800	66,800	»	3,000	

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Crédits demandés.	Dépenses d'administration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
CHAPITRE IV.						
<i>Affaires provinc. et communales.</i>						
12	a) Traitements gouverneurs (1), députés (2), greffiers (3),	863,450	850,450			(1) A. R. du 22 oct. 1921. (2) L. du 20 juillet 1921. (3) A. R. du 20 oct. 1921.
	b) Indemnités, etc., id.,		15,000			
13	Traitements, etc. des employés,	4,090,912	4,090,912			
14	Budget économique,	655,000	655,000			
15	I. Commiss ^{es} d'arrondissement, traitements (1),	1,417,700	1,303,700			(1) A. R. du 20 oct. 1921.
	II. Id., frais de bureau,		114,000			
16	Frais de route, etc.,		105,000			
	Impressions,		4,000			
	Abonnements téléphoniques,	125,000	9,000			
	Miscelées ordonnées,		»	1,000	»	
	Id., bornes frontières,		»	1,000	»	
	Comités techniques,		»	5,000	»	
17	Police de Bruxelles,	750,000	»	»	750,000	
18	Frais d'entretien des tombes,	10,000	»	10,000	»	L. du 14 juillet 1919.
		7,914,062	7,147,062	17,000	750,000	
CHAPITRE V.						
<i>Affaires électorales.</i>						
19	Indemnités de déplacement, etc.,	30,000	»	30,000		Code élect. art. 71.
20	Impressions recours électoraux,			3,000		Id. art. 94.
	Matériel et impressions,	17,000	12,000	»		
	Corres. télégr., ouvrages de droit,		2,000	»		
21	Papier électoral,		»	100,000		Id. art. 195.
	Jetons de présence,	200,000	»	75,000		Id. art. 149.
	Indemnités de déplacement,		»	10,000		Id. art. 149.
	Instances électorales,		»	15,000		Id. art. 125.
22	Transports chemin de fer,	10,000	»	10,000		Id. art. 172bis.
		257,000	14,000	243,000		
CHAPITRE VI.						
<i>Milice.</i>						
23	Juridictions contentieuses,	150,000	»	150,000		
24	Registres, certificats,	75,000	»	75,000		
		225,000	»	225,000		

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Crédits demandés.	Dépenses d'administration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
	CHAPITRE VII. <i>Corps de sapeurs pompiers.</i>					
25	Subside matériel incendie, etc.,	100,000	2,000	»	98,000	
	CHAPITRE VIII. <i>Décorations, etc.</i>	100,000	2,000	»	98,000	
26	Décorations civiques, etc.	25,000	»	»	250,000	
27	Récompenses pécuniaires,	2,000	»	»	2,000	
	CHAPITRE IX. <i>Croix de fer.</i>	252,000	»	»	252,000	
28	Secours,	40,000	»	»	40,000	
	CHAPITRE X. <i>Administration de l'Hygiène.</i>	40,000	»	»	40,000	
29	Inspection des services de santé : personnel,	573,020	516,720			
	Office vaccin. de l'Etat : personnel,		26,300			
30	I. a) Inspection, etc., frais de route, etc.,		320,000			
	b) Inspection, etc., travaux,	360,000	25,000			
	II. a) Office vaccin., frais de route, etc.,		3,000			
	b) Office vaccin. : travaux,		12,000			
31	a) Inspections, matériel,	210,000	150,000			
	b) Office vaccin., matériel,		60,000			
32	a) Conseil supérieur d'hygiène,	270,000	53,000			
	b) Commissions médicales,		»	217,000		L. du 12 mars 1918.
33	Service sanitaire des ports,	245,460	»	245,460		L. sanitaire du 18 juillet 1921.
34	Prophylaxie des maladies conta- gieuses,	320,000	»	»	300,000	
	Impressions, etc.,		20,000	»		
35	a) Subsidés sages femmes,		»	»	20,000	
	b) Subsidés écoles d'infirmières,	110,000	»	»	60,000	
	c) Vulgarisation de l'hygiène,		»	»	30,000	
36	Expositions et congrès,	100,000	»	»	20,000	
	Mesures contre l'alcoolisme,		»	»	80,000	

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Crédits demandés.	Dépenses d'administration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
37	Office intern. d'hygiène,	13,200	13,200	»		Convention intern. Paris 1903.
38	Denrées alimentaires : personnel,	363,500	»	363,500		L. du 4 avril 1890.
39	a) Denrées alimentaires : frais de route, etc.,	245,000	»	225,000		Id.
	b) Denrées alimentaires : travaux,		»	20,000		Id.
40	a) Denrées alimentaires : frais de bureau,		»	100,000		Id.
	b) Denrées alimentaires : labora- toire d'analyses,		»	20,000		Id.
	c) Denrées alimentaires : exposi- tions et congrès,	141,100	»	»	4,000	
	d) Instit. intern. du froid, part d'intervention.		2,100	»		Convention de Paris 1920.
	e) Impressions,		»	15,000		
41	Travaux d'hygiène : personnel,	65,000	65,000	»		
42	a) Travaux d'hygiène : frais de route,	54,000	50,000	»		
	b) Travaux d'hygiène : travaux effectués,		4,000	»		
43	Travaux d'hygiène : frais de bu- reau, etc.,	10,060	8,000	»	2,000	
44	Encouragement hygiène publique,	4,000,000	»	»	4,000,000	Crédit engagé.
45	Académie royale de médecine,	100,000	100,000	»		
46	Automobiles,	150,000	150,000	»		
47	Prophylaxie de la tuberculose,	8,700,000	»	»	8,700,000	
		16,030,280	1,608,320	1,205,960	13,216,000	
	CHAPITRE XI.					
	Hygiène sociale de l'enfance.					
48	Mesures à prendre, subsides,	35,000	»	»	35,000	Crédit engagé.
49	Expositions et congrès,	5,000	»	»	5,000	
50	Office intern. Protection de l'en- fance,	30,000	»	»	30,000	
51	Subsides :					
	Cons. de nourr. / Gouttes de lait / Cant. maternelles }			8,825,000		L. du 5 sept. 1919.
	Repas scolaires / Cant. d'enf. débiles }	16,000,000		2,000,000		Id.
	Col. d'enf. débiles / Régions dévastées }			4,500,000		Id.
	Frais d'administration,		675,000			
52	Indem. du secrétaire général, etc.	18,000	18,000			
		16,088,000	693,000	15,325,000	70,000	

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Crédits demandés.	Dépenses d'administration.	Dépenses résultant de l'application d'une loi.	Dépenses facultatives.	Observations.
	CHAPITRE XII.					
	<i>Dépenses diverss et imprévues.</i>					
53	Dépenses imprévues,	8,000	8,000	»	»	
54	Subsides drapeau,	1,500	»	»	1,500	
55	Fêtes nationales,	106,000	»	106,000	»	Lois des 27 mai 1890 et 17 juillet 1919.
56	Rente annuelle,	2,650	2,650	»	»	
		118,150	10,650	106,000	1,500	
	CHAPITRE XIII.					
	<i>Dépenses exceptionnelles.</i>					
57	Recensement général,	800,000	»	800,000	»	Lois des 2 juin 1856 et 25 mai 1880.
58	Reconnaissance nationale,	16,000	16,000	»	»	Loi du 3 août 1919 sur les emplois publics reconnaissant cette commission.
59	Monuments commémoratifs,	50,000	»	50,000	»	Art. 10 loi du 17 juillet 1919.
60	Prophyl. des mal. vénériennes,	2,800,000	»	»	2,800,000	
61	Installation d'essai à Moll,	500,000	»	»	500,000	
		4,166,000	16,000	850,000	3,300,000	

ANNEXE II.

Le tableau ci-dessous donne le relevé des subsides pour travaux d'hygiène accordés par l'État pendant les années 1911 à 1921 inclusivement.

Années.	Distributions d'eau et puits publics.	Egouts.	Cimetières.	Abattoirs.	Citernes à purin.	Divers. Lavoirs-Abreuvoir. Usines d'incinération. Combblement de fossés.	Stations de désinfection et pavillons pour contagieux.	Bains-douches.	Totaux.
1911	935,717	511,277	93,160	13,920	51,846	2,885	15,701	16,286	1,640,792
1912	614,401	276,794	118,742	8,859	52,480	3,718	53,634	2,773	1,131,401
1913	795,303	626,699	125,876	1,290	65,354	5,610	24,516	—	1,644,648
1914	267,123	185,876	97,343	—	34,803	3,214	26,019	—	614,378
1915	293,512	150,774	24,322	—	5,085	2,767	5,381	—	481,841
1916	175,163	81,899	30,102	—	2,632	—	—	—	289,796
1919	161,329	647,213	57,516	—	22,789	893	7,800	—	877,540
1920	597,712	1,904,986	183,582	—	4,124	324,557	7,500	—	2,022,460
1921	1,267,142	2,411,280	552,835	7,500	6,335	95,104	194,804	15,000	4,550,000

Le montant des engagements pris à l'administration de l'hygiène et auxquels il y aura lieu de satisfaire si les travaux sont exécutés dans le délai convenu, s'élève à la date du 1^{er} mars 1922 à la somme de 12 millions 166,415 francs. Le relevé ci-après en indique la répartition entre les diverses provinces.

TRAVAUX D'HYGIÈNE

Relevé des engagements au 1^{er} mars 1922.

Province d'Anvers	1,193,640 »
» de Brabant	2,752,258 »
» de la Flandre Occidentale	117,082 »
» de la Flandre Orientale	224,986 »
» de Hainaut	4,522,014 »
» de Liège	2,686,921 »
» de Limbourg	67,854 »
» de Luxembourg	538,002 »
» de Namur	243,088 »
Total.	fr. 12,166,415 »

ANNEXE III.

*Tableau récapitulatif des dépenses effectuées, en 1920, par la Ligue Nationale
contre la tuberculose.*

Ligue Nationale contre la tuberculose.

SECTIONS.		Assistance-secours ordinaires.	Alimentaire réfectoire.	Préservation de l'enfance.	Service de prophylaxie (infirmières).	Fonctionnement des dispensaires.	Sanatoria.	Totaux.
Section d'Anvers.	Anvers	485,234	97,310	147,000	56,600	66,798		852,942 »
	Weynduyne						63,834 »	63,834 »
Section du Brabant.	Westmalle			363,000			37,459.50	37,459.50
	Bruxelles-faubourgs	287,925	129,690	(organisme particulier)	32,075	45,503		857,493 »
	Auderghem						32,344 »	32,344 »
	Watermael-Boitsfort						21,837 »	21,837 »
	Ixelles	19,800			2,700	3,491		25,991 »
	Louvain	13,600			2,700	2,550		18,850 »
	Hai	4,645			2,040	843		7,528 »
	Nivelles	4,115			2,700	718		7,533 »
	Tirlemont		2,780		1,250	244		4,194 »
	Vilvorde	1,520			2,550	1,409		5,479 »
	Jodoigne	4,700	820		1,500	882		7,902 »
	Saventhem	4,240			2,250	745		7,235 »
	Bruges	7,985			375	1,809		10,169 »
	Ostende		14,075		1,000	1,090		16,165 »
	Flandre Orientale	124,795	13,955	78,000	7,700	17,636		242,086 »
Section du Hainaut.	Hainaut	796,915	21,590	237,000	74,750	118,481		1,248,736 »
	Havrée						45,854.50	45,854.50
Section de Liège.	Liège	394,290	11,328	304,500	34,400	49,397		793,915 »
	Magnée						21,732 »	21,732 »
	Borgomont						70,817 »	70,817 »
	Limbourg	79,855	1,247			13,377		94,479 »
	Namur	95,810			10,350	14,076		120,266 »
	Luxembourg	1,393						1,393 »
	La Hulpe-Waterloo						132,623.50	132,623.50
	Alsemberg							
	Buysinghen						60,691.50	60,691.50
	La Panne						265,315 »	265,315 »
Coopérative nationale contre la Tuberculose.	Breedene						29,328 »	29,328 »
	Eupen						8,174.50	8,174.50
	Montana « Jeanne d'Arc »						22,777.50	22,777.50
	» « Lumière-Vie »						60,693 »	60,693 »
		2,326,152	292,715	1,129,500	234,940	339,049	873,481 »	5,195,837 »

ANNEXE IV.

1. — Données sur l'extension des affections vénériennes en 1921.

Cas d'affections vénériennes traités pendant les trois premiers trimestres de 1921.

1. — Relevé par mois.

MOIS.	Nombre des organismes.	NOMBRE D'INSCRIPTIONS NOUVELLES.											
		SYPHILIS.				BLENNORRAGIE.				CHANCERELLE.			
		H.	F.	E. (1)	Total.	H.	F.	E. (1)	Total.	H.	F.	E. (1)	Total.
Janvier . . .	317	952	612	42	1,606	417	160	3	580	39	9	»	48
Février . . .	317	857	585	41	1,483	384	184	4	572	34	11	»	45
Mars	317	886	626	37	1,549	440	159	6	605	35	7	»	42
Avril	317	873	615	44	1,532	349	152	5	506	37	8	»	45
Mai	317	695	456	25	1,176	273	112	3	388	25	4	»	29
Juin	317	561	436	30	1,027	256	103	2	361	13	6	»	19
Juillet . . .	318	806	503	39	1,348	420	93	3	516	19	2	1	22
Août	318	524	367	17	908	386	85	2	473	8	1	»	9
Septembre . .	318	553	391	16	960	338	65	2	405	551	326	7	884
Total		6,707	4,591	291	11,589	3,263	1,113	30	4,406	761	374	8	1,143

MOIS.	Nombre des organismes.	NOMBRE TOTAL DES CONSULTATIONS.											
		SYPHILIS.				BLENNORRAGIE.				CHANCERELLE.			
		H.	F.	E.	Total.	H.	F.	E.	Total.	H.	F.	E.	Total.
Janvier . . .	317	15,450	9,099	349	24,898	7,297	2,039	19	9,355	200	38	»	238
Février . . .	317	15,444	9,133	312	24,889	6,360	1,875	22	6,257	218	84	»	302
Mars	317	17,056	10,269	323	27,648	7,771	1,903	44	9,718	308	70	»	378
Avril	317	15,965	9,419	309	25,693	6,038	1,528	35	7,601	236	84	1	321
Mai	317	11,127	8,162	328	22,617	5,135	1,371	36	6,542	175	40	»	215
Juin	317	13,294	8,079	353	21,726	5,417	1,619	57	7,093	194	89	»	283
Juillet . . .	318	16,300	10,238	443	26,981	10,022	1,562	41	11,625	134	23	2	164
Août	318	11,629	8,804	302	23,735	9,936	1,152	32	11,120	86	3	»	89
Septembre . .	318	13,353	8,317	309	21,979	9,135	1,116	25	10,276	76	14	»	90
Total		135,618	81,520	3,028	220,166	67,111	14,165	311	81,587	1,627	450	3	2,080

(1) Enfants âgés de moins de 15 ans.

**II. — Relevé par province et par genre d'organismes traitants
pendant le 1^{er} semestre de 1921.**

PROVINCES-ORGANISMES.		NOMBRE D'INSCRIPTIONS NOUVELLES											
DÉSIGNATION.	Nombre des organismes.	SYPHILIS.				BLENNORRAGIE.				CHANCRELLE.			
		H.	F.	E. (1)	Total.	H.	F.	E. (1)	Total.	H.	F.	E. (1)	Total.
Anvers :													
Dispensaires	1	3	2	»	5	9	»	»	9	»	»	»	»
Polycliniques	5	266	180	1	447	352	67	»	419	4	»	»	4
Consultations hospitalières	3	137	96	1	234	86	11	1	98	16	»	»	16
Consultations privées	16	86	85	6	177	62	17	»	80	12	2	»	14
Médecins non agréés.	»	103	111	2	216	»	»	»	»	»	»	»	»
Divers	2	16	79	2	97	»	3	»	3	»	»	»	»
Brabant :													
Polycliniques	9	199	148	7	354	122	32	4	155	7	2	»	9
Consultations hospitalières	9	164	132	8	304	150	45	6	201	11	»	»	11
Cliniques universitaires	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Consultations privées.	44	355	215	18	588	304	126	4	434	27	1	»	28
Médecins non agréés.	»	223	157	9	389	»	»	»	»	»	»	»	»
Flandre occidentale :													
Dispensaires	1	38	37	5	80	12	10	»	22	»	»	»	»
Consultations hospitalières	6	66	49	17	132	19	32	1	52	7	1	»	8
Consultations privées	10	57	39	»	96	36	12	»	48	2	»	»	2
Médecins non agréés.	»	143	102	7	252	»	»	»	»	»	»	»	»
Divers.	1	»	13	»	13	»	17	»	17	»	»	»	»
Flandre orientale :													
Polycliniques	2	172	62	4	238	26	16	»	42	1	»	»	1
Consultations hospitalières	7	66	62	4	132	60	22	6	88	7	»	»	7
Cliniques universitaires	3	19	19	1	39	5	6	»	11	1	»	»	1
Consultations privées	30	376	272	7	655	212	125	2	339	11	3	»	14
Médecins non agréés.	»	69	56	2	127	»	»	»	»	»	»	»	»
Divers.	2	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Hainaut :													
Dispensaires	2	227	105	10	342	»	»	»	»	»	»	»	»
Polycliniques	1	12	10	1	23	»	»	»	»	»	»	»	»
Consultations hospitalières	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Consultations privées	25	416	262	29	707	216	115	1	332	47	27	»	74
Médecins non agréés.	4	115	75	7	197	»	»	»	»	»	»	»	»
Liège :													
Dispensaires	4	205	116	13	334	29	7	»	36	4	»	»	4
Consultations hospitalières	1	21	13	2	36	»	»	»	»	»	»	»	»
Cliniques universitaires	1	53	47	6	106	35	45	1	81	11	4	»	15
Consultations privées.	88	552	321	19	892	251	74	»	325	10	3	»	13
Médecins non agréés.	»	133	150	14	347	»	»	»	»	»	»	»	»
Divers.	9	141	76	1	218	110	48	»	158	4	1	»	5
Limbourg :													
Dispensaires	1	20	10	»	30	»	»	»	»	»	»	»	»
Consultations hospitalières	2	15	8	1	24	»	»	»	»	»	»	»	»
Consultations privées.	1	11	5	»	16	3	»	»	3	»	»	»	»
Médecins non agréés.	»	28	20	»	48	»	»	»	»	»	»	»	»
Luxembourg :													
Consultations privées	17	23	13	»	36	7	1	»	8	1	1	»	2
Médecins non agréés.	»	15	7	2	24	»	»	»	»	»	»	»	»
Namur :													
Consultations hospitalières	2	29	41	»	70	4	30	»	34	»	»	»	»
Consultations privées.	8	135	98	10	243	8	9	»	17	»	»	»	»
Médecins non agréés.	»	64	37	3	104	»	»	»	»	»	»	»	»
Total.	317	4,824	3,330	219	8,373	2,119	870	23	3,012	183	45	»	228

(1) Enfants âgés de moins de 15 ans.

III. — *Relevé par province et par genre d'organismes traitants pendant le 1^{er} semestre de 1921.*

PROVINCES-ORGANISMES.		Nombre des organismes.	NOMBRE TOTAL DES CONSULTATIONS.											
DÉSIGNATION.	SYPHILIS.				BLENNORRHAGIE.				CHANCERELLE.					
	H.		F.	E. (1)	Total.	H.	F.	E. (1)	Total.	H.	F.	E. (1)	Total.	
Anvers :														
Dispensaires	1	17	12	»	29	132	»	»	132	»	»	»	»	
Policliniques	5	6,996	3,929	33	10,958	6,341	931	»	7,272	22	1	»	23	
Consultations hospitalières	3	889	629	3	1,521	333	24	2	359	66	5	»	71	
Consultations privées	16	1,463	1,216	61	2,740	1,478	362	13	1,853	198	56	»	254	
Médecins non agréés	»	877	542	22	1,441	»	»	»	»	»	»	»	»	
Divers	2	»	604	17	621	»	288	1	289	»	»	»	»	
Brabant :														
Policliniques	9	5,701	3,876	86	9,663	3,524	467	7	3,998	43	3	»	46	
Consultations hospitalières	9	3,024	3,135	125	6,284	3,435	417	29	3,881	88	12	»	100	
Cliniques universitaires	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Consultations privées	44	9,058	5,079	266	14,403	6,685	1,679	47	8,411	250	13	1	264	
Médecins non agréés	»	3,442	1,753	68	5,263	»	»	»	»	»	»	»	»	
Flandre occidentale :														
Dispensaires	1	713	661	86	1,460	259	160	1	420	»	»	»	»	
Consultations hospitalières	6	1,397	554	52	2,003	361	490	»	851	4	»	»	4	
Consultations privées	10	953	548	2	1,503	486	137	»	623	1	»	»	1	
Médecins non agréés	»	1,167	714	46	1,927	»	»	»	»	»	»	»	»	
Divers	1	»	211	»	212	»	45	»	45	»	»	»	»	
Flandre orientale :														
Policliniques	2	1,198	437	22	1,657	233	112	11	356	5	»	»	5	
Consultations hospitalières	7	1,708	1,301	27	3,036	341	118	35	494	21	»	»	21	
Cliniques universitaires	3	324	292	17	633	58	64	»	122	»	»	»	»	
Consultations privées	30	5,729	3,317	21	9,067	2,873	1,232	30	4,135	67	25	»	92	
Médecins non agréés	»	557	421	32	1,010	»	»	»	»	»	»	»	»	
Divers	2	2	3	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	
Hainaut :														
Dispensaires	2	1,231	1,686	67	3,014	»	»	»	»	»	»	»	»	
Policliniques	1	47	33	6	86	»	»	»	»	»	»	»	»	
Consultations hospitalières	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Consultations privées	25	9,466	4,882	262	14,610	2,723	1,444	34	4,201	272	232	»	504	
Médecins non agréés	4	977	500	27	1,554	»	»	»	»	»	»	»	»	
Liège :														
Dispensaires	4	6,099	3,467	145	9,711	294	99	»	393	16	»	»	16	
Consultations hospitalières	1	586	492	22	1,100	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cliniques universitaires	1	1,807	1,839	78	3,724	315	209	»	524	206	28	»	234	
Consultations privées	88	11,870	5,836	145	17,851	5,014	581	3	5,598	58	23	»	81	
Médecins non agréés	»	3,052	1,941	94	5,087	»	»	»	»	»	»	»	»	
Divers	9	3,338	1,343	1	4,682	3,019	1,055	»	4,074	12	5	»	17	
Limbourg :														
Dispensaires	1	270	224	»	494	»	»	»	»	»	»	»	»	
Consultations hospitalières	2	265	103	15	383	»	»	»	»	»	»	»	»	
Consultations privées	1	342	151	2	495	60	2	»	62	»	»	»	»	
Médecins non agréés	»	191	145	2	338	»	»	»	»	»	»	»	»	
Luxembourg :														
Consultations privées	17	224	94	2	380	21	4	»	25	2	2	»	4	
Médecins non agréés	»	74	34	4	112	»	»	»	»	»	»	»	»	
Namur :														
Consultations hospitalières	2	236	355	»	591	5	383	»	388	»	»	»	»	
Consultations privées	8	2,402	1,392	60	3,854	28	32	»	60	»	»	»	»	
Médecins non agréés	»	614	359	26	1,059	»	»	»	»	»	»	»	»	
Total	317	91,336	54,161	1,974	147,471	38,018	10,335	213	48,566	13,31	405	1	1,737	

(1) Enfants âgés de moins de 15 ans.

ANNEXE V.**HAUT COMMISSARIAT ROYAL. — GOUVERNEMENT MALMÉDY.**

Projet de Budget pour l'exercice 1922 (du 1^{er} janvier au 31 décembre 1922).

	Crédits sollicités	
	par article.	par administration.
A. — Budget des voies et moyens		
CHAPITRE I^{er}. — Administration de la Justice.		
Art. 1. — Produits des amendes, des frais de procédure, etc.	100,000	100,000
CHAPITRE II. — Administration de l'Agriculture.		
Art. 2. — Ecole d'agriculture de Saint-Vith, minerval . . .	3,000	»
Art. 3. — Eaux et forêts.	1,797,000	1,800,000
CHAPITRE III. — Administration des Finances.		
Art. 4. — Impôts directs.	1,800,000	»
Art. 5. — Enregistrement, successions et timbres, domaines, etc.	1,400,000	»
Art. 6. — Domaines agricoles	5,000	»
Art. 7. — Recettes diverses et coupes de bois extraordinaires.	450,000	3,655,000
Total général des recettes.	»	5,555,000

		Crédits sollicités	
		par article.	par administration.
B. — Budget des dépenses.			
Titre I. — Justice.			
CHAPITRE I^{er}. — Justice.			
Art. 1. — Personnel judiciaire. Traitements et indemnités	325,000		
Art. 2. — Frais divers et dépenses imprévues	5,000		
Art. 3. — Entretien des bureaux des tribunaux	10,000		
Art. 4. — Prison	10,000		
CHAPITRE II. — Bienfaisance publique.			
Art. 5. — Interventions et subsides divers	10,000		
CHAPITRE III. — Police judiciaire.			
Art. 6. — Indemnités	8,000	368,000	
Titre II. — Intérieur.			
CHAPITRE I^{er}. — Administration centrale.			
Art. 1. — Traitement du Haut Commissaire et frais de représentation	57,000		
Art. 2. — Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service	600,000		
Art. 3. — Indemnité de vie chère	40,000		
Art. 4. — Indemnités de déplacement et autres du Haut Commissaires et des fonctionnaires	40,000		
Art. 5. — Frais de bureau, éclairage, chauffage et entretien des bureaux, bibliothèque, automobiles	200,000		
Art. 6. — Indemnités de déplacement du Conseil supérieur et du Conseil juridique	10,000		
Art. 7. — Location d'immeubles pour le logement du H. C. et installation des bureaux	10,000		
Art. 8. — Dépenses imprévues : <i>Moniteur officiel</i> , formules de passeport, etc.	55,000		
CHAPITRE II. — Pension et secours.			
Art. 9. — Pensions et secours et fonds commun	200,000		

Crédits sollicités	
par article.	par administration.
CHAPITRE III. — Députation permanente.	
Art. 10. — Jetons de présence, déplacements, etc.	15,000
CHAPITRE IV. — Service de santé et d'hygiène.	
Art. 11. — Émoluments divers des médecins	10,000
Art. 12. — Prophylaxie	1,000
CHAPITRE V. — Denrées alimentaires.	
Art. 13. — Inspection des denrées alimentaires	10,000
CHAPITRE VI. — Divers.	
Art. 14. — Population, frais d'impression des lois communales et autres	10,000
Titre III. — Sciences et Arts.	
CHAPITRE I. — Conseil de l'enseignement.	
Art. 1. — Frais de déplacement et jetons de présence	2,500
CHAPITRE II. — Enseignement moyen.	
Art. 2. — Traitements et indemnités	300,000
Art. 3. — Bibliothèques des établissements	3,000
Art. 4. — Subsidés à divers établissements	20,000
CHAPITRE III. — Enseignement primaire.	
Art. 5. — Traitements et frais de route des inspecteurs.	35,000
Art. 6. — Traitements des instituteurs	1,450,000
Art. 7. — Indemnités pour déménagement	5,000
Art. 8. — Professeurs itinérants	20,000
Art. 9. — Bibliothèques des écoles	7,500
Art. 10. — Part de l'Etat dans le coût des fournitures données aux élèves	40,000
Art. 11. Frais de conférences cantonales	7,000
CHAPITRE IV. — Enseignement normal.	
Art. 12. — Organisation des cours normaux, frais d'examens, cours d'allemand ou de français au personnel enseignant	8,000
Art. 13. — Bourses pour études normales en Belgique	4,000

Crédits sollicités	
par article.	par administration.
CHAPITRE V. — Dépenses diverses.	
Art. 14. — Frais d'impression, achat de livres, fournitures.	8,000
Art. 15. — Subsidés pour cours de français aux adultes .	15,000
Art. 16. — Encouragement des arts.	5,000
Art. 17. — Dépenses imprévues	10,000
Art. 18. — Indemnités de séjour	375,000
Titre IV. — Agriculture.	
CHAPITRE I. — Agriculture.	
Art. 1. — Traitement et indemnités des agronomes . . .	20,000
Art. 2. — École de l'Agriculture de Saint-Vith	30,000
Art. 3. — Subsidés aux organismes agricoles	20,000
Art. 4. — Divers : publicité, champs d'expériences, conférences, conférences et bibliothèques.	5,000
CHAPITRE II. — Eaux et forêts.	
Art. 5. — Traitement et indemnités	250,000
Art. 6. — Frais de tournées	10,000
Art. 7. — Masse d'habillement	5,000
Art. 8. — Travaux de culture, entretien des maisons forestières et des chemins de vidanges	150,000
Art. 9. — Salaires des bûcherons et assurances	100,000
Art. 10. — Entretien des limites, mesures préventives contre l'incendie, destruction des insectes, dégâts de gibier, aménagement des étangs	20,000
Art. 11. — Publicité, téléphone, frais de bureau	7,500
Art. 12. — Frais de battues, amorçages des pièces	2,500
Art. 13. — Subsidés aux communes pour le boisement des terrains incultes	30,000
Art. 14. — Dépenses imprévues	10,000
Titre V. — Travaux publics.	
CHAPITRE I. — Bâtiments civils.	
Art. 1. — Salaires des surveillants et divers	2,500
Art. 2. — Entretien ordinaire des bâtiments	20,000
Art. 3. — Solde maison Rouffignou	40,000

Crédits sollicités		
	par article.	par administration.
CHAPITRE II. — Service technique.		
Art. 4. — Traitement du personnel	85,000	
Art. 5. — Formation des atlas des chemins vicinaux et des cours d'eau ni N ni F	20,000	
Art. 6. — Solde à payer sur travaux de voirie en cours adjugés en 1920	160,000	327,000
Titre VI. — Industrie et travail.		
CHAPITRE I. — Administration des mines.		
Art. 1. — Inspection du travail (frais de route et de déplacement)	10,000	
Art. 2. — Tutelle sanitaire	5,000	
CHAPITRE III. — Assurance accidents.		
Art. 3. — Régime transitoire (entrepris une assurance)	10,000	
Art. 4. — Assurance invalidité. Subside gouvernemental en application du C. A. S.	150,000	
Art. 5. — Subsidés aux autorités prévues pour la procédure dans le régime des assurances sociales	20,000	195,000
Titre VII. — Affaires économiques.		
CHAPITRE I. — Poids et mesures.		
Art. 1. — Frais de déplacement, ouvriers, adjoints, etc.	3,000	3,000
Titre VIII. — Finances.		
CHAPITRE I. — Personnel.		
Art. 1. — Traitements et indemnités diverses	150,000	
Art. 2. — Location des immeubles où sont établis les bureaux du cadastre de Saint-Vith et de Malmédy et les commissions de taxation et d'appel.	5,000	
Art. 3. — Frais de bureau et nettoyage des locaux du cadastre.	3,500	
CHAPITRE II. — Frais d'imposition.		
Art. 4. — Frais de déplacement des membres des diverses commissions et des employés du bureau de taxation	3,000	

		Crédits sollicités	
		par article.	par administration.
CHAPITRE III. — Divers.			
Art. 5. — Non valeurs et remboursements		20,000	
Art. 6. — Frais de procédure		4,000	
Art. 7. — Dépenses imprévues		8,000	
Dépenses extraordinaires.			193,500
1° Travaux d'assainissement, construction d'égouts, distribution d'eau, cimetières, subsides aux communes		75,800	
2° Voirie communale, subsides aux communes		100,000	
3° Bâtiments communaux, écoles, etc.		100,000	

DÉPENSES	
—	
Titre I	368,000
Titre II	1,258,000
Titre III	2,315,000
Titre IV	660,000
Titre V	327,000
Titre VI	195,000
Titre VII	3,000
Titre VII	193,500
	5,319,500
Dépenses extraordinaires	275,000
TOTAL . . .	5,594,500.

VOIES ET MOYENS	
—	
CHAPITRE I	100,000
CHAPITRE II	1,800,000
CHAPITRE III	3,633,000
TOTAL. . .	5,533,000

Vu et approuvé le présent budget :

En recettes : (5,533,000) cinq millions cinq cent cinquante-cinq mille francs.

En dépenses : (5,594,500) cinq millions cinq cent nonante-quatre mille cinq cents francs.

Déficit : 39,500

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MAART 1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN EN VOLKSGEZONDHEID VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

De Afdelingen hebben het ontwerp van begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid goedgekeurd met 94 stemmen tegen 14 en 19 onthoudingen.

Dit jaar werd de begrooting in de Afdelingen aan een nauwkeurig onderzoek onderworpen, minder gespecialiseerd mag men zeggen dan sedert den wapenstilstand werd gedaan.

Daarom wordt het u voorgelegd verslag niet beperkt binnen de grenzen der studie van het bedrag der aangevraagde credieten; insgelijks worden er vraagstukken van wetgevenden of bestuurlijken aard in behandeld, waarvan de oplossing geen lang uitstel meer dulden kan.

I.

ALGEMEENE AANMERKINGEN.

1. — Bedrag van de begrooting. Inkrimping van de credieten.

In schier al de Afdelingen werd de meening uitgebracht dat in het Ministerie van Binnenlandsche Zaken eene inkrimping der uitgaven mogelijk en dringend was.

(1) Begrooting, n° 24^{re}.

(2) Samenstelling van de Commissie :

1. De leden van de *Bestendige Commissie voor Binnenlandsche Zaken, Onderwijs, Wetenschappen en Kunsten* : de heeren Brunet, voorzitter, Amelot, Blavier, Boone, Cocq, Debruyne (René), Destrée, Doms, Flagey, Heyman, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts en Souplit.

2. *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Carlier, de Gérardon, Pussemier, de Montpellier, Cocq en Mabilie.

Het geheel bedrag der credieten, aangevraagd voor het dienstjaar 1922, beloopt 47,400,663 frank; de voor 1912 toegekende credieten beliepen 8,249,660 frank; 11,925,576 frank voor de normale uitgaven in 1919 en 34,636,487 frank voor 1921.

Indien men in acht neemt : 1^o dat sedert 1914 de kindervoeding werd ingericht door de wet van 5 September 1919, waarvan de toepassing eene uitgave van 16 millioen eischt; 2^o dat de credieten, sedert den wapenstilstand uitgetrokken tot bestrijding van de geslachts- en toringziekten en waarvan het bedrag in 1921 11.500.000 frank beliep, werden overgedragen op de gewone begrooting voor 1922; 3^o dat het crediet, waarop de aan de gemeenten verleende toelagen worden betaald voor de uitvoering van gezondheidswerken, werd gebracht van 2 op 4 millioen, dan moet men daaruit besluiten dat de credieten der dienstjaren 1914 en 1922, welke met elkaar te vergelijken zijn, respectievelijk 8,249,660 fr. en 19,900,663 frank bedragen; die der dienstjaren 1921 en 1922 respectievelijk 34,636,487 frank en 33,900,663 frank.

Er was dus in 1922 eene lichte vermindering van uitgaven voor de diensten, die in 1921 bestonden.

Maar de uitgaven, gedaan tegelijkertijd in 1921 en in 1922, zijn verdriedubbeld.

Aan uwen verslaggever werd ter kennis gebracht dat de Regeering verminderingen van credieten zou voorstellen om enkele posten van de begrooting te kunnen verhoogen.

In afwachting dat de amendementen worden ingediend, zal uwe Bijzondere Commissie de eer hebben u eenige bezuinigingen voor te stellen. Zij zijn niet zoo belangrijk als sommigen het wenschen. Eenerzijds is het onmogelijk, niet den strijd voort te zetten tegen de verspreiding van de tuberculose en van de venerische ziekten of de geldoffers te verminderen ten voordeele van de werken tot kinderbescherming; anderzijds werden de credieten, toegekend in 1920 en 1921 en die in 1922 herhaald worden, reeds in ruime mate verminderd. Maar al de jaarwedden werden verdubbeld, men vergete het niet, en de kosten voor den aankoop van materieel blijven steeds hoog.

Uwe Bijzondere Commissie denkt niet dat zij de laatste mogelijkheid tot bezuiniging heeft ontdekt. Om het onderzoek van de begrooting te vergemakkelijken, heeft zij, zooals uw verslaggever deed voor de begrooting van 1921, als bijlage eene tabel opgenomen van de uitgaven in bestuurszaken; uitgaven voortvloeiend uit de toepassing eener organieke wet; niet verplichte uitgaven. Op die wijze kan men tamelijk gemakkelijk opzoeken welke posten van uitgaven kunnen verminderd worden.

II. — Bestuur van het gebied Eupen-Malmedy.

Uit de inlichtingen, aan uwe Bijzondere Commissie verstrekt, blijkt dat het Belgisch Hoofdbestuur de kosten van verscheidene diensten te Eupen en Malmedy dekt door de algemeene geldmiddelen der Belgische Schatkist. Zóó zullen op de begrooting van Justitie uitgetrokken worden de noodige credieten tot betaling

van de jaarwedden aan de pastoors en dominees; op de begrooting van Nijverheid en Arbeid, de credieten voor de volgende zaken :

Nijverheids-, ambachts- en huishoudonderwijs.

Ambachten en Neringen. — Secretariaat voor leerlingwezen.

Vakbibliotheken.

Syndicaten voor ambachtswerktuigen.

Genees- en artsenijskundige dienst.

Maatschappijen van onderlingen bijstand, toelagen.

Vakverenigingen.

Werkrechtersraden.

Beschermingsecomiteiten der werkmanswoningen :

1^o Toelagen in 1921 op de toegekende tegemoetkoningen ;

2^o Toelagen in 1921 op de bijdragen.

Nationaal crisisfonds.

Ongevallenverzekering ;

a) Ongevallenrenten volgens de Duitse regeling.

b) Bijkomende tegemoetkomingen.

Onderdomspensioenen (toepassing van de Belgische wet).

Nijverheids- en Arbeidsraden.

Het Belgisch Hoofdbestuur van Bruggen en Wegen is belast met den dienst der dictrietswegen.

Er dient nog te worden vermeld dat de verblijfsvergoedingen, verleend aan de ambtenaren der douanen en accijzen, uit de Belgische Schatkist worden betaald.

De Regeering Eupen-Malmedy dekt rechtstreeks door de inkomsten, geheven binnen het gebied Eupen-Malmedy, de kosten der diensten vermeld in de bijlage n^o V van dit verslag ; deze kosten zijn niet zoo hoog als verleden jaar, daar het Belgisch Hoofdbestuur steeds meer tusschenbeide komt.

Het bedrag der uit te geven sommen overschrijdt de geraamde ontvangsten tot beloop van 39,500 frank ; men dient dus, zooals de Kamer reeds deed verleden jaar, op de Belgisch begrooting een bijzonder crediet uit te trekken tot bestrijding van het geraamde tekort.

Uwe Commissie heeft de eer U het volgende amendement voor te stellen op het ontwerp van begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid :

ARTIKEL 62 (nieuw).

Bijdrage van den Belgischen Staat in de uitgaven van de ingelijfde grondgebieden Eupen en Malmedy overeenkomstig den staat der geraamde ontvangsten en uitgaven voor deze beide kringen fr. 39,500.

III. — Aanmerkingen gemaakt betreffende zaken waarvoor geen crediet op de begrooting is uitgetrokken.

Zij worden hierna vermeld en beknopt behandeld.

1. Ongezonde woningen.

Een lid heeft in de Afdeeling beweerd dat, gezien het gebrek aan woonhuizen, de burgemeesters moeilijkheden ontmoeten, wanneer zij verplicht zijn het betrekken

van ongezonde huizen te verbieden. Naar zijn oordeel, zou eene wet moeten tusschenbeide komen om de rechten en de plichten der burgemeesters nader te omschrijven.

Uwe Bijzondere Commissie is van gevoelen dat, zooals de kwestie gesteld is, zij niet zakelijk genoeg is om op voordeelige wijze te kunnen behandeld worden. Zij twijfelt er aan, dat de burgemeesters zoo zeer ontwapend zijn als onze collega het schijnt te denken. Inbeginsel kan de burgemeester altijd de afbraak bevelen van een ongezond gebouw; onrechtstreeks is het mogelijk den eigenaar, te verplichten dergelijke woning te herstellen, daar een gemeentereglement de uitoefening van het recht van den burgemeester kan doen afhangen van het aanmanen der eigenaars om de werken van gezondmaking uit te voeren. (WILQUET, *Loi communale*, 2^{de} uitgave, bl. 262; BERNIMOLIN, *Institutions provinciales et communales*, boek 2, bl. 115 en 116; VALERIUS, *Organisation, attribution et responsabilité des communes*, boek 1, bl. 392 en volgende.)

2. Gemeentefinanciën.

In de Afdeeling werd door een lid critiek geoeffend over de traagheid vanwege de Regeering om de besluiten goed te keuren, door de gemeenten genomen om den financieelen toestand te verbeteren. Het lid voegde er bij, dat de gemeenten alle vrijheid moesten hebben in financiezaken en in zake gemeentebelastingen.

Uwe Bijzondere Commissie is van oordeel dat de bespreking dezer zoo dringende als ernstige aanmerkingen moet geschieden in de Commissie voor de Financiën, welke belast is met het onderzoek der wetsontwerpen houdende herinrichting van het gemeentefonds en machtiging aan de gemeenten om opcentiemen te heffen op sommige grondslagen der belasting op het globaal inkomen; destudie van deze wetsontwerpen zal noodzakelijk de Commissie voor de Financiën er toe brengen, het vraagpunt van den financieelen toestand der gemeenten in zijn geheel te beschouwen.

3. Benoeming van burgemeesters.

Een lid had in de Afdeeling gevraagd dat de Regeering zoo snel mogelijk tot de nog niet gedane burgemeestersbenoemingen zou overgaan.

Uit inlichtingen, door uwen verslaggever verkregen, volgt dat nog 54 burgemeesters moeten benoemd worden, doch dat de Minister voor 17 gemeenten nog geene voorstellen heeft ontvangen; de bestuursonderzoekingen, voor de 37 benoemingen die zouden kunnen gedaan worden, zijn niet voleindigd.

II.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN VAN HET ONTWERP VAN BEGROOTING.

Eerste Afdeeling. Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

Uwe Bijzondere Commissie heeft zich toegelegd op de studie van de credieten uitgetrokken in de artikelen 2 en 3.

I. *Personeel.*

De opmerkingen bij het begrootingsontwerp (*Stuk n° 24*, bl. 23) toonen aan dat, indien het in artikel 2 uitgetrokken crediet voor het dienstjaar 1922, 22,757 frank minder bedraagt dan het crediet voor 1921 ten gevolge van de intrekking, onder littera B van het artikel, eener som van 36,000 frank — bedrag der vergoeding aan de Regeeringsraden —, er feitelijk een verhooging voorhanden is, die gedeeltelijk gerechtvaardigd wordt door een geringen aangroei van het personeel.

Deze laatste opmerking was juist toen het begrootingsontwerp werd opgemaakt, namelijk op het einde van Augustus 1921; de Minister van Binnenlandsche Zaken was toen Eerste Minister en diens personeel van het Cabinet was bij het Departement van Binnenlandsche Zaken gevoegd.

Thans is de toestand veranderd.

Op 11 Maart 1922 bestaat het Centraal Bestuur uit 179 beambten tegen 182 in 1921. Dan nog dient er te worden bijgevoegd dat 5 dezer 179 beambten in het leger zijn; 1 is gedetacheerd bij het Werk voor Kinderwelzijn, 1 bij den dienst der Verwoeste Gewesten.

Als uwe Bijzondere Commissie hare navorschingen nog verder doordrijft, bevindt zij dat, indien het personeel van het Centraal Bestuur op 11 Maart 1922 dezelfde getalsterkte heeft dan dat van 1920, dit personeel in 1914 daarentegen maar 114 eenheden telde.

Voorzeker, sinds 1914 werden nieuwe diensten aan het Departement van Binnenlandsche Zaken toegevoegd, namelijk het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, het Nationaal Werk der Oorlogsinvaliden, het Belgisch Roode Kruis, de Dienst der Oorlogsgevangenen.

Sommige diensten werden uitgebreid, zooals die der volksgezondheid. Tijdens den oorlog ontbonden diensten moesten geliquideerd worden: dit is het geval met deze der militie, deze der pensioenen. Doch de liquidatie van ontbonden diensten moet tamelijk gevorderd zijn; de nieuwe diensten vergen niet een zóó aanzienlijk personeel. Er moet eene vermindering van personeel mogelijk zijn; de kaders van het hooger personeel werden niet versterkt, maar vooral die van het lager personeel en die der tijdelijke beambten. Uw verslaggever is overtuigd dat er daar kan bezuinigd worden. Zonder de werkzaamheid, waarvan het Departement blijk geeft, te willen laken, is hij van meening dat van dit lager en tijdelijk personeel met een weinig goeden wil bijna zooveel werk zou kunnen verkregen worden als van oudere ambtenaars die trotsch zijn over de volbrachte taak, vooral als ze zwaar is.

Met het oog op de hierboven uiteengezette bewegredenen heeft uwe Commissie de eer u eene vermindering van 50,000 frank voor te stellen bij littera a van het in artikel 2 uitgetrokken crediet.

II. *Raadgevend Comité voor wetgeving, algemeen beheer en geschillen van bestuur.*

Er zijn leden die gevraagd hebben dat de bevoegdheid van dit Comité zou uitgebreid worden tot al de Ministerieele Departementen.

Het strookt in elk geval met de waarheid dat advocaten-raadslieden werkzaam zijn bij verschillende Ministerieele Departementen (Buitenlandsche Zaken, Landbouw, Openbare Werken, Koloniën, Financiën, Nijverheid en Arbeid, Economische Zaken, Spoorwegen); het is ook waar dat er raadgevende comiteiten bestaan bij Openbare Werken, Economische Zaken, Spoorwegen.

Bij een vluchtig onderzoek der begrootingen kan men vaststellen dat het bedrag der vergoedingen van deze advocaten en van de leden der comiteiten misschien de som van ten minste 800,000 frank beloopt.

Daaruit mag men nochtans niet dadelijk besluiten dat eene uitbreiding van de bevoegdheid van het Comité, afhankelijk van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, de afschaffing der raadgevende advocaten zou toelaten en aldus zou mogelijk maken het eigenlijke doel te bereiken dat door de voorstanders der hier besproken opmerking wordt nagestreefd, namelijk « het tot stand brengen van » een Raad voor wetgeving die, geplaatst boven de Ministerieele Departementen, » de opdracht zou hebben de teksten der wetsontwerpen te herzien, de Koninklijke besluiten te bestudeeren, te zorgen voor den samenhang der wetten ». (*Handelingen der Kamer, 1921-1922, bl. 33.*)

Daartoe dient aan den oorsprong van het Comité herinnerd, zijne samenstelling onderzocht en het voorwerp zijner werkzaamheden aangeduid te worden.

Een Koninklijk besluit van 15 Mei 1838 besloot tot de oprichting, in het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, van een Comité voor wetgeving, hetwelk met de wetgevings- en bestuursquaesties zou belast worden.

Bij Koninklijk besluit van 10 October 1879 werd, ter andere zijde, bij het Ministerie van Openbare Werken een Comité voor geschillen van bestuur tot stand gebracht.

Bij Koninklijk besluit van 22 Maart 1883 werd één enkel Raadgevend Comité opgericht voor het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en dat van Openbare Werken; het was belast met het onderzoek der vraagstukken over wetgeving, algemeen beheer en geschillen van bestuur, welke door de hoofden der twee betrokken Departementen daaraan zouden onderworpen worden.

Wanneer, in 1884, het Departement van Spoorwegen werd opgericht, werd het Comité feitelijk gedeeltelijk van het Departement van Openbare Werken gescheiden; het werd in twee afdelingen gesplitst : die van Binnenlandsche Zaken en die van Spoorwegen; deze toestand zelf werd slechts geregeld door het Koninklijk besluit van 31 December 1919, dat afgekondigd werd « om de inrichting van het Comité in verband te brengen met de huidige benaming van de Departementen van algemeen bestuur, waarvan het afhangt ».

Thans bestaat het Comité uit :

1^{ste} Afdeling : *Afdeling van Binnenlandsche Zaken* : Voorzitter : Mr. Van Iseghem, eerste voorzitter van het Hof van Verbreking, voorzitter van het Comité. Leden : M^{rs}. Charles en De Haene, raadsheeren in het Hof van Verbreking; Servais, procureur-generaal bij het Hof van Beroep van Brussel; Le Clercq, eerste advocaat-generaal bij het Hof van Verbreking.

II^e Afdeling : *Spoorwegen* : Voorzitter : Mr. Goddyn, voorzitter in het Hof van Verbreking. Leden : M^{rs}. Remy, Silvercruys, Leurquin, Verhaegen, allen raadsheeren in het Hof van Verbreking.

Secretaris : N...

Toegevoegd secretaris : M. Guelton, bestuurder in het Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

Het schijnt dat het Comité slechts eenmaal werd geraadpleegd over de wettelijkheid van een ontwerp van besluit; het wordt slechts opgeroepen om zijn advies te geven over de draagwijdte der van kracht zijnde reglementen, over de geschillen tusschen twee Departementen, over de geschillen tusschen een centraal bestuur en eene pensioenkas.

Ziehier de opsomming van eenige adviezen, onlangs door het Comité uitgebracht : Recht, voor den Staat, om vaste bruggen te slaan over eene aan eene stad toebehoorende vaart. — Wijze van berekening der vergoeding voor overneming wanneer de Belgische Staat eene spoorwegvergunning naast. — Pensioen der ambtenaren. — De vraag of de provinciale griffiers, wier mandaat tijdens den oorlog ten einde liep en niet door den Koning vernieuwd werd, hun ambt regelmatig hebben uitgeoefend en of de bestuurlijke handelingen, door hen of met hunne medewerking tijdens hetzelfde tijdvak verricht, geldig zijn. — De vraag betreffende eene erflating aan eene stad : mag dit legaat door de stad in bezit genomen worden of moet dit geschieden door den Algemeenen Raad der Godshuizen?

Kortom, dit comité is zóó samengesteld dat zijne leden, ter wille van hun rechterlijk ambt, niet den noodigen tijd zouden hebben om de nieuwe, hun op te leggen taak waar te nemen.

De practische toepassing van de gedachten, welke uitgedrukt werden wanneer de Constituant de inrichting van een Raad van State verwierp, is een te ingewikkeld problema om zich daarmede in te laten bij de behandeling eener begrooting.

Uwe Commissie drukt den wensch uit, dat de Regeering ter Kamer een wetsontwerp zou indienen tot inrichting van den Raad voor wetgeving.

III. *Materieel.*

Het crediet verleend voor het dienstjaar 1914 bedroeg 62,125 frank. Het crediet aangevraagd voor 1921 beliep 249,000 frank. Ondanks de pogingen, door de Commissie van Financiën (*Stuk* voor 1921, n° 272, bl. 5) aangewend om er de vermindering van te bekomen, werd het crediet, vooral omdat toen het Cabinet van den Eersten Minister bij Binnenlandsche Zaken was, door de Kamer op 243,000 frank gebracht.

Nu dit niet meer het geval is, stelt het bestuur toch eene vermindering van slechts 8,000 frank voor.

Uw verslaggever haalt met genoegen aan, dat het materieel in Binnenlandsche Zaken zuinig wordt beheerd, doch meent niettemin dat er, gezien 's Lands financiëlen toestand en de prijsdaling der kolen, spijs alles nog bezuinigd moet worden.

Hij stelt voor, het crediet terug te brengen op het cijfer door uwe Commissie toegekend voor 1921, verhoogd met den tijdelijken last van 20,000 frank, hetzij op 250,000 frank.

Uwe Commissie neemt dit besluit aan.

HOOFDSTUK II.

PENSIOENEN EN HULPGELDEN.

Het is nuttig de aandacht te vestigen op het feit dat de hulpgelden toegekend op het crediet voorzien bij artikel 8, voortaan niet meer zullen toegestaan worden op inlichtingen van het gemeentebestuur der woonplaats van den belanghebbende, maar op advies van de interministerieele toezichtscommissie; dit laatste organisme schijnt immers over meer beoordeelingsvrijheid te kunnen beschikken.

Uwe Bijzondere Commissie vraagt aan den Minister te willen onderzoeken of voortaan het verleen van hulpgelden, in beginsel, niet zou kunnen afgeschaft worden. In het Ministerie van Landbouw wordt de aansluiting der ondergeschikte beambten bij eene pensioenkas door toelagen aangemoedigd. In de Justitie worden de hulpgelden slechts gebeurlijk en bij uitzondering toegestaan aan al de beambten als zij bij eene maatschappij van onderlingen bijstand hunner keuze zijn aangesloten; te dien einde wordt hun een toelage verleend gelijk aan een derde der betaalde bijdrage. Deze wijze van handelen zou moeten uitgebreid worden om den geest van voorzorg bij de Staatsbeambten te ontwikkelen.

HOOFDSTUK III.

ALGEMEENE STATISTIEK.

Inrichting eener Centrale Commissie voor Statistiek.

Talrijke leden hebben de reeds dikwerf geopperde meening geuit dat de statistieken, waarvan de verschillende Ministerieele Departementen de opmaking noodig achten, op initiatief en onder de leiding eener enkele commissie zouden moeten vastgesteld worden.

Het is zeker dat dit opmaken van algemeene en omstandige statistieken in beginsel de verschillende Departementen niet kan ontslaan van de verplichting, inlichtingen te vragen over eenen bijzonderen toestand. Het Departement van Landbouw, b. v., kan het noodig achten zich in te lichten over de gevolgen eener nieuwe ziekte van het runder- of paardenras.

Doch het is niet min waar dat, zoo de Ministerieele Departementen gedwongen waren inlichtingen te vragen aan een enkele Centrale Commissie alvorens zich tot de plaatselijke besturen te wenden zooals het nu gebeurt, dit eene bezuiniging van uitgaven en tijd, een grootere nauwkeurigheid der inlichtingen zou opleveren.

Ondersteld dat het Departement van Binnenlandsche Zaken belast werd met het bestuur van dezen dienst, dan zouden de credieten, voorzien bij hoofdstuk III der begrooting van dit Departement, noodzakelijkerwijze moeten verhoogd worden; daarentegen zouden de credieten, voorzien bij verschillende artikelen van de begrooting van andere Departementen (Justitie, Landbouw, Nijverheid en

Arbeid) kunnen weggelaten worden. Besparing door eene vermindering van personeel en materieel ware daarvan het onomstootbaar gevolg (1).

Door die hervorming zouden vooral nauwkeuriger en gelijklopende statistieken kunnen verkregen worden en België zou ophouden, met Spanje het eenige land van Europa te zijn, waar zoodanige inrichting niet bestaat.

Uw verslaggever werd in de gelegenheid gesteld de Kamer te wijzen op het feit, dat drie Ministerieele Departementen in 1919 achtereenvolgens aan de gemeentebesturen een statistiek van het vee gevraagd hebben; de plaatselijke besturen hebben dus driemaal dat werk moeten herbeginnen.

Hij is zoo vrij uwe aandacht te vestigen op dit nieuw feit. Bij omzendbrief van 23 October 1921 vroeg de Minister van Nijverheid en Arbeid aan de gemeenten, hem, per woning, het aantal daarin gevestigde personen op te geven. Hij vergt dat de gemeentebesturen dit werk uitvoeren volgens de fiches opgemaakt voor de algemeene volkstelling van 31 December laatstleden. Welnu, het ministerieel besluit van 14 Juni 1921, genomen ter uitvoering van het Koninklijk besluit van 1 September 1920 tot regeling dezer volkstelling, bepaalt bij art. 17 dat bewuste fiches door de gemeentebesturen zullen gestuurd worden aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken. Om de uitnoodiging van het Departement van Arbeid te

(1) Lijst van de Statistische Uitgaven der verschillende Ministerieele Departementen.

Landbouw : Driejaarlijksch verslag over den toestand van het landbouwonderwijs.

Algemeene opneming 1910.

Uitgave van den dienst der vereenigingen en der statistiek (3 brochures).

Statistieken afgekondigd in het *Staatsblad* : gemiddelde prijzen van het graan.

Buitenlandsche Zaken : Bulletin commercial.

Handels- en documentaire inlichtingen.

Economische Zaken : Bulletin de documentation économique (wekelijks). Behelst als bijlage een driemaandelijksche statistiek over den economischen toestand van België.

Marktprijzen, uitgegeven als bijlage van het Bulletin.

Landsverdediging : Statistique médicale (geschorst).

Wetenschappen en Kunsten : Driejaarlijksche verslagen over den toestand van het onderwijs (geschorst).

Dit Departement geeft, in het *Staatsblad*, eveneens statistische inlichtingen over de bevolking der onderwijsinrichtingen.

Spoorwegen : Verslagen over de jaarlijksche verrichtingen.

Dit Departement geeft, in het *Staatsblad*, ook de statistiek over de beweging en de ontvangsten, de vergelijkende tabel der ontvangsten, uitgegeven door het bestuur van het toezicht en van de ontvangsten.

De statistiek van het verkeer en van de ontvangsten der buurtspoorwegen.

Ministerie van Financiën : Driemaandelijksche handelstabel.

In het *Staatsblad* verschijnen insgelijks de tabel van de ophrengst der belastingen, de statistiek over suiker en bier.

Ministerie van Justitie : Statistique judiciaire (jaarlijks).

Nijverheid en Arbeid : *Revue du Travail* (bevat statistieken over de werkbeurzen, de werkstakingen, de werkloosheid, enz.).

Zesmaandelijksch onderzoek over den toestand der nijverheidstakken.

Statistiek over de arbeidsongevallen.

Opneming van nijverheid en handel.

Statistiek der delfstoffen- en metaalnijverheid.

De « *Annales des mines* » bevatten ook statistische inlichtingen over de delfstoffen- en metaalnijverheid.

Koloniën : Inlichtingen over den Kolonialen dienst (bevat als bijlage de statistiek over den handel der Kolonie).

beantwoorden, moeten de gemeentebesturen ofwel de telling gedeeltelijk herbeginnen ofwel het Ministerie van Binnenlandsche Zaken om de terugzending der stukken verzoeken.

Deze manier van doen moet ophouden en aan het uitdrukkelijk verlangen van het Parlement moet gevolg gegeven worden.

Uwe Bijzondere Commissie heeft noch den tijd, noch de noodige gegevens om een voorontwerp tot inrichting eener Centrale Commissie voor Statistiek voor te bereiden; dit initiatief hoort hoofdzakelijk de Regeering.

Met het verlangen deze quaestie eindelijk te zien oplossen, stelt uwe Bijzondere Commissie u voor, ter fingerwijzing, het bedrag van het crediet voorzien bij art. 9 der begrooting van Binnenlandsche Zaken met 4,000 frank te verminderen en aan de Commissie van Financiën te vragen of ook daar niet dergelijke verminderingen dienen te worden voorgesteld.

Wanneer art. 9 der begrooting in de Afdelingen onderzocht werd, heeft een lid de vraag geopperd, dat de ambtenaars, die deel uitmaken van de Bijzondere Commissiën, geen zitpenning of andere vergoedingen meer zouden ontvangen.

Deze quaestie werd door uwen verslaggever onderzocht in het verslag dat hij over de begrooting van Binnenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1921 (Kamerstuk n^r 272, bl. 5) heeft ingediend.

Uwe Bijzondere Commissie sluit zich bij de indertijd uiteengezette besluiten aan.

HOOFDSTUK IV.

PROVINCIE- EN GEMEENTEZAKEN.

Het onderzoek der verschillende artikelen van dit hoofdstuk heeft tot geen opmerkingen aanleiding gegeven.

Aan uwen verslaggever werd ter kennis gebracht dat eene verhooging van het crediet der artikelen 12 en 15 zou noodig zijn tot uitbetaling van de nieuwe jaarwedden, bij de Koninklijke besluiten van 20 en 21 October 1921 toegekend aan de gouverneurs, de provinciale griffiers en de arrondissementscommissarissen.

HOOFDSTUK V.

KIESZAKEN.

Jaarlijksche herziening der kiezerslijsten.

Sommige leden hebben gevraagd of het niet mogelijk was, in 1922 geene herziening te doen van de kiezerslijsten opgemaakt in 1921 overeenkomstig de bepalingen der wet van 26 Maart 1921; dit werk zou, volgens de meening dier leden, dit jaar aan de gemeenten aanzienlijke uitgaven veroorzaken.

Het is onbetwistbaar dat deze uitgave nog al zwaar zou zijn. Vier miljoen 466,587 kiezers van beiderlei kunne werden op de in 1921 opgemaakte lijsten ingeschreven; men mag gerust beweren dat, in 1921, de inschrijving van een

naam op de kiezerslijst een uitgave (1) van minstens 80 centiem gevergd heeft. Daar het aantal in 1922 op te nemen kiezers niet lager kan zijn dan dat van 1921 en de kostprijs voor het bekendmaken der lijsten geen noemenswaardige vermindering heeft ondergaan, zoo zal de herziening van 1922 zeker een uitgave van minstens 4 miljoen 500,000 frank vergen.

Er werden verschillende middelen aangeprezen om dezen last der gemeenten te verlichten; de financiële nood dezer laatste is zoo groot dat het vraagstuk de aandacht der Kamer verdient.

Op het eerste gezicht heeft het den schijn dat er eenvoudig en gemakkelijk zou kunnen beslist worden, de herziening slechts om de twee of vier jaar te doen; het nieuw artikel van de Grondwet heeft de gedeeltelijke vernieuwing der Kamer afgeschaft en bepaalt den duur van het Kamerlidmaatschap op vier jaar; de invoering van de evenredige vertegenwoordiging, de aanduiding van plaatsvervangers maken de gedeeltelijke verkiezingen zoo zeldzaam dat men ze abnormaal zou kunnen noemen; de herziening zou dus kunnen aangevangen worden voor de normale verkiezingen alleen.

Hieromtrent vallen opmerkingen te doen.

Vooreerst moet het geval eener ontbinding voorzien worden. Artikel 71 der Grondwet bepaalt dat het besluit tot ontbinding de kiezers bijeenroept binnen veertig dagen.

Het gevolg daarvan is dat, zoo de herziening der lijsten alleen gedaan werd voor normale verkiezingen en zoo tot een ontbinding besloten werd twee of drie jaar na deze verkiezingen, de gemeentebesturen niet over den noodigen tijd zouden beschikken om nieuwe lijsten op te maken met de vereischte nauwkeurigheid en om het nazicht dezer lijsten door het publiek te verzekeren. Er zou alleen gebruik kunnen gemaakt worden van de oude lijsten. Niet al de burgers, die sinds de laatste verkiezing stemgerechtigd zijn, zouden aan de stemming kunnen deelnemen. Welnu, de politieke gebeurtenissen, die eene ontbinding

(1) Een firma X^{***}, die de lijsten voor 145 gemeenten autografeerde, heeft fr. 0.60 gevraagd per ingeschreven naam, voor het leveren van ten hoogste 20 exemplaren eener lijst.

Ziehier nog eenige nadere bijzonderheden :

Steden of gemeenten.	Drukwijze der lijsten.	Kostprijs der herziening per naam.	Kostprijs der lijst per ingeschreven kiezer.
Brussel.	Autographie.	1.00	0.40 tot 0.45
Laken	Gedrukt.	2.00	1.13
Anderlecht	Dactylographie.	0.65	0.60
Etterbeek	Gedrukt.	0.96	0.92
Elsene	Autographie.	0.45	0.27
Schaarbeek	Idem.	0.76	0.45
Sint-Joost-ten-Noode	Dactylographie.	1.18	0.50
Sint-Gillis	Idem.	»	0.52
Leuven	Idem.	»	0.3
Idem.	Gedrukt.	»	1.10
Moienbeek	Idem.	1.00	0.85
Eecloo.	Idem.	»	.70
Neufchâteau	Idem.	»	0.89
Kortrijk	Idem.	»	0.89

rechtvaardigen, zijn zoo gewichtig dat de raadpleging der kiezers, die daartuit voortvloeit, de deelneming van al de rechthebbenden eischt.

Tweede opmerking. Op de kiezerslijst moeten de namen staan der kiezers voor de Kamer, de provincie en de gemeente. Welnu, de duur van het Kamerlidmaatschap en van dat der provincie is dezelfde, doch dit is niet het geval voor het mandaat van gemeenteraadslid. Volgens den gewonen gang zullen er in 1925 Kamer- en provinciale verkiezingen plaats hebben en gemeenteraadsverkiezingen in 1926, want de in 1921 begeben mandaten loopen ten einde op 1 Januari 1927 (art. 73 samengeordende kieswetten voor de gemeente). Dus, indien de herziening alleen geschiedt vóór de normale Kamerverkiezingen, dan zou er bij de eerstkomende gemeenteraadsverkiezingen moeten gebruik gemaakt worden van de lijsten die reeds in 1924 werden opgemaakt; geschiedt de herziening vóór welke normale verkiezing ook, dan dringt zich een herziening op in 1924 en in 1925; in 1928 en in 1931; in 1932; in 1937 en in 1938.

Dergelijk herzieningsstelsel schijnt erg betwistbaar.

Men is op de gedachte gekomen, eene volledige kiezerslijst af te kondigen voor de normale verkiezingen en dit stuk aan te vullen door het drukken van jaarlijksehe bijvoegsels vermelden te : 1^o de inschrijving der nieuwe kiezers die stemrecht verworven hebben; 2^o de schrapping der overleden of der van woonplaats veranderde kiezers.

Deze oplossing schijnt aanneembaar voor gemeenten, waar de bevolking vast en weinig belangrijk is; dat is het geval niet meer, wanneer er talrijke veranderingen in het bevolkingsregister voorkomen. Stellig, al deze veranderingen vergen niet noodzakelijkerwijze eene wijziging van de eerste uitgave der kiezerslijst. Daarmee moet nochtans rekening gehouden worden als men even wil nadenken over de volgende cijfers : Anderlecht, 41,507 kiezers, 11,500 veranderingen binnen en buiten de gemeente; Etterbeek, respectievelijk 25,475 en 10,715; Elsene, 51,496 en 23,519 inschrijvingen en schrappingen; Sint-Gillis, respectievelijk 45,255 en 15,619; Eecloo, respectievelijk 8,059 en 1,131.

Er werd een derde oplossing voorgesteld : het opmaken der kiezerslijst op fiches, die op het gemeentehuis zouden bewaard blijven. Men kan zich hier afvragen hoe de politieke vereenigingen dan de kiezerslijsten zouden nazien. Zonder een gedrukt stuk dat hun toelaat de herziening te doen in wel ingerichte en toegeruste bureelen, zullen deze vereenigingen de gemeentebureelen niet meer kunnen verlaten en de nietverplaatsbaarheid der fiches is geen waarborg dat hun aantal geen wijziging zal ondergaan.

In werkelijkheid is onze kieswetgeving, wat men ook bewere, zoo ongemeen juist en volledig dat zij, meer dan die van welk ander land, zoowel de inschrijving van den stemgerechtigde verzekert als het volstrekte en volledigste nazicht van het publiek over de door de bestuurlijke en rechterlijke overheden getroffen en te treffen schikkingen om de uitoefening van dit recht te waarborgen.

Te dezer zake mag aan de doeltreffendheid der bepalingen onzer wetgeving in

geenen deele afbreuk gedaan worden. Raken wij vooral niet aan de rol van 's volks toezicht (1).

Uwe Bijzondere Commissie meent eens te meer dat de quaestie te gewichtig is om in den loop van de behandeling der begrooting voorgoed beslecht te worden.

Doch zij hoopt dat deze bespreking nog andere voorstellen, dan deze welke hierboven in beknopt werden uiteengezet, zullen uitlokken.

Een studie van het verslag, door M. Berryer in 1910 bij den Senaat ingediend namens de Commissie belast met het onderzoek der begrooting van Justitie voor

(1) Het heeft zijn belang hier te herinneren aan het gewicht der openbare contrôle ter gelegenheid van de jaarlijksche herziening der lijsten.

A. Aantal gevallen van beroep en bezwaarschriften tot in 1914.

Jaren.	Beroep.	Aantal aanvragen tot inschrijving.
1894-1895 . . .	7,175	8,483
1895-1896 . . .	3,157	1,332
1896-1897 . . .	5,666	1,295
1900-1901 . . .	6,929	3,024
1904-1905 . . .	10,011	3,172
1905-1906 . . .	6,012	4,960
1909-1910 . . .	4,342	5,050
1910-1911 . . .	11,113	8,368
1914-1915 . . .	8,981	8,705

A. Aantal gevallen van beroep en bezwaarschriften sedert 1914.

Arrondissemerten.	Beroep.		Aantal aanvragen tot inschrijving.	
	1920.	1921.	1920.	1921.
Antwerpen	2,340	2,836	823	172
Mechelen	»	1	»	»
Brussel	3	16	»	8
Leuven	234	293	19	17
Nijvel	350	105	82	»
Brugge-Oostende	40	»	2	14
Kortrijk	»	22	2	4
Veurne-Dixmude	»	»	389	»
Ieperen	»	»	1	»
Gent-Eccloo	249	36	»	»
Aalst	31	»	»	»
Dendermonde	4	2	»	»
Bergen	1,218	6	»	»
Ath	»	120	35	34
Charleroi	»	33	»	»
Zinik	»	1	»	»
Thuin	111	143	»	»
Doornik	250	164	59	6
Luik	225	253	391	285
Hoei	»	2	1	»
Verviers	10	3	13	289
Borgworm	36	»	»	»
Hasselt	13	1	»	»
Virton	57	31	19	»
Marche	26	»	14	»
Neufchâteau	31	13	4	»
Namen	4	3	»	»
Dinant	1	4	6	»
Philippeville	38	3	16	»
Totaal	5,361	4,091	1,876	829

het dienstjaar 1919, zal niet vruchteloos zijn. De herziening zou in elk geval dit jaar kunnen uitgesteld worden; doch, de stemming der nieuwe grondwettelijke bepalingen tot huldiging van het beginsel van het zuiver algemeen stemrecht vergt eene herziening van het Kieswetboek en het is bijgevolg geraden de definitieve beslissing tot aan deze herziening voor te behouden en het initiatief der Regeering tegenover een vraagstuk dat zij, wegens de in haar uitsluitend bezit zijnde inlichtingen, ongetwijfeld alleen bij machte is op te lossen, af te wachten.

HOOFDSTUK VI.

MILITIE.

Een lid heeft gevraagd dat de hoven van beroep de rechtsmacht zouden blijven in militiezaken; de nieuwe rechtsmachten zijn kostelijk voor de Schatkist.

Uwe Bijzondere Commissie is van oordeel dat dienaangaande een herziening der van kracht zijnde wet onmogelijk is, daar de duur van de handhaving dezer wetgeving beperkt en de aanneming van nieuwe wetten aanstaande is.

HOOFDSTUK VII.

GEMEENTELIJKE BRANDWEERKORPSSEN.

Het personeel van de bureelen der burgerwacht, die steeds bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken gevoegd blijft, is werkzaam in die der militie.

Het geraamde crediet kan met 10,000 frank verminderd worden.

HOOFDSTUK VIII.

BURGERLIJK EERETEKKEN. MEDALIE VAN KONINGIN ELISABETH.

MEDALIE VAN KONING ALBERT. GELDELIJKE BELOONINGEN.

Uwe Commissie is van oordeel dat alleen de uitreiking der juweelen voor dienstouderdom aan de belanghebbenden dient te worden behouden. Deze eeretekens worden dikwijls verleend aan beambten van geringen stand, die daardoor een blijk van goeden en langen dienst bekomen.

Al degenen, die door de Commissie voor erkentelijkheid met eene onderscheiding werden vereerd of zullen vereerd worden en dus allen burgers zijn met een klaar begrip van de opofferingen in 's Lands dienst, zullen beseffen welke besparingen thans noodig zijn, en inzien dat de officieele afkondiging, in het *Staatsblad*, van de daden, welke het verleen en eener onderscheiding rechtvaardigen, een afdoende blijk kan geheeten worden.

Uwe Commissie stelt u voor, het crediet met 250,000 frank te verminderen.

HOOFDSTUK IX.

IJZEREN KRUIS.

Het crediet, dat in de begroting voor 1922 voorzien is en dit van het begrotingsontwerp voor het dienstjaar 1921 overschrijdt, werd naar aanleiding van de

beslissing der Kamer, verleden jaar, bepaald op de som van 34,000 frank; deze beslissing wilde de hulpelden aan de twaalf nog in leven zijnde weduwen der strijders van 1850 niet beperken, doch dit voordeel uitbreiden tot vijf en zestig afstammelingen dezer strijders, die nog niet volle 65 jaar oud zijn.

Hier dient te worden vermeld dat de hulpelden te verleen en aan de belanghebbenden, die op bladzijde 33 der begroting zijn vermeld, zullen toegestaan worden, niet op advies der gemeentebesturen, doch op dat der interministerieele toezichtscommissie.

HOOFDSTUK X.

DIENT DER VOLKSGEZONDHEID.

Eerst eenige korte opmerkingen.

De credietverhoging voor de bezoldiging van het personeel is aanzienlijk; zij beloopt 150,290 frank en is het gevolg van de toepassing der bepalingen van het Koninklijk besluit van 25 Maart 1921 tot eenmaking der graden en wedden; er is geen personeelvermeerdering bij gemoeid; dit zal in 1922 slechts 155 beambten bevatten tegen 145 in 1921 (art. 39, 35, 38, 41).

De credieten voor de reiskosten (art. 50) van den volksgezondheidsdienst zijn met 20,000 fr. verhoogd; die der voorkoming van aanstekelijke ziekten (art. 34) zijn, alhoewel bijna met de helft verminderd, daarentegen nog verre boven de uitgave van 1921. Hieromtrent valt geen wijziging te brengen in de begrotingsvoorstellen: de gezondheidstoestand in Oostelijk Europa is zoo geschokt (getuige de maatregelen aangeprezen door de Commissie van den Volkenbond voor de besmettelijke ziekten) dat het uitzinnig ware te werk te gaan alsof België in 1922 tegen elke epidemie beschut zou zijn.

In werkelijkheid werden bijna al de credieten van het hoofdstuk sinds den wapenstilstand van nabij onderzocht; de tekst van de artikelen werd in 1921 nader toegelicht; een nauwkeurig onderzoek der in 1921 vereffende uitgaven, wanneer zij aan het Rekenhof zullen onderworpen worden, maakt het mogelijk na te gaan of er op de uitgaven kan bezuinigd worden door een oordeelkundigere inrichting der diensten.

Kortom, de navorschingen over den dienst der volksgezondheid moeten gaan over nieuwe uitgavenposten. Deze posten, al zijn zij in dit hoofdstuk als mede in het hoofdstuk der uitzonderlijke uitgaven (art. 60 en 61) begrepen, zullen achtereenvolgens onderzocht worden. Alzoo zal het mogelijk zijn de belangrijkheid der door het land gedane opofferingen om zijn gezondheidstoestand te verbeteren, te waardeeren, want, volgens de voorstellen der Regeering, zouden de oude en nieuwe diensten een uitgave vergen van 19,330,280 frank, en, volgens de voorstellen uwer Bijzondere Commissie, zouden die slechts 17,430,280 frank belooopen.

I. *Toelage aan de scholen voor ziekenverplegers en ziekenverpleegsters.*

Toelagen aan de behoeftige leerlingen (Art. 35, litt. 6).

Het is een nieuw crediet.

De toekenning ervan werd niet besproken: niemand zal de technische waardeverhoging van het personeel der gasthuizen bestrijden; allen brengen hulde

aan de werkelijke diensten welke bewezen worden door de bezoekende verpleegster die, als verlichte medewerkster van den geneesheer of van een werk, de ongelukkige en dikwerf onwetende middens binnendringt om er meer orde, meer zindelijkheid, meer voorzorgen tegen besmetting aan te leeren.

Doch er werd credietverhooging gevraagd; er is, zoo luidt de bewering, vooral gebrek aan ziekenverpleegsters, nu juist de Regeering hunne medewerking vergt voor het medisch schooltoezicht.

De verhooging van het crediet, onbepaald ten andere, werd niet aangenomen. De provinciën verleenen toelagen aan de bewuste scholen; de Staat eischt niet dat er bezoekende school-ziekenverpleegsters benoemd worden; ten slotte, en hier ligt het hoofdargument, de diensten der ziekenverpleegsters hangen hoofdzakelijk af van hare bekwaamheid meer nog dan van haar aantal. Geroepen om zich in te laten met de intiemste bijzonderheden van het gezinsleven, moet de verpleegster door hare houding, onberispelijk gedrag, tact en ondervinding, vertrouwen inboezemen. Eerst moeten uitgelezen personen aangenomen worden, weinig talrijk, het zij zoo, doch die hunne medewerking niet lijdelijk doen aannemen, maar doen verlangen. Alzoo zal de instelling vooruitgaan en het aan te werven personeel zal weten hoe het zich zal moeten gedragen; het oogenblik is nog niet gekomen om, zooals onder den oorlog, de deuren der scholen voor ziekenverplegers wagenwijd open te stellen.

II. *Aanmoedigingen voor de verbeteringen in het belang der volksgezondheid.* (Art. 44.)

Het bedrag van het bij dit artikel voorzien crediet heeft reeds verleden jaar de aandacht vande Commissie voor de Financiën en de Begrootingen gaande gemaakt. (*Stuk n° 272, bl. 11.*) Zij heeft er op gewezen, dat het crediet van 550,000 op 2 miljoen gebracht werd; dat het bedrag der door den Staat onderschreven verbintenissen ruim 9 miljoen beliep. (*Id., bl. 19.*)

Dit jaar is de toestand erger; het crediet is op vier miljoen gebracht; dat der op 1 Maart 1922 onderschreven verbintenissen bedraagt 12,166,415 frank, met inbegrip van de 100,000 frank voorzien bij artikel 61 der begrooting, waarover verder zal gesproken worden.

Er is geen reden om zich al te zeer te verwonderen. Vóór den oorlog beliep het crediet 1,500,000 frank; over 't algemeen werd een toelage verleend gelijk aan 35 t. h. van de uitgave. Had men de vroegere gedragslijn gevolgd, dan had men wegens het duurder worden van den kostprijs der werken de toelage moeten brengen op minstens 4 miljoen 500,000 frank; maar in 1919 werden de toelagen, krachtens de bepalingen van den interministerieelen omzendbrief van 5 April 1919, gebracht op 60 t. h. Wat er ook van zij, de Regeering heeft op 1 Maart 1922, krachtens de bestaande bepalingen, voor 11 miljoen toelagen beloofd voor werken die nu schier alle uitgevoerd of voltooid zijn (zie Bijlage n° II).

Het verleden moet evenwel vereffend worden, doch voortaan dient te worden vermeden dat er zulk groot verschil zij tusschen de aangevraagde toelage en de aangegane verbintenis. Eene zoo omstandig mogelijke opgave van de verbintenissen is noodig.

Uwe Commissie meent dat de volgende beginselen zouden kunnen toegepast worden :

1^o In de begrootingen voor 1923 en 1924 zou een gedeelte van het crediet aangewend worden tot het vereffenen der tot op 1 Maart 1922 beloofde toelagen; deze zullen uitbetaald worden, zoo de werken uitgevoerd zijn binnen de overeengekomen termijnen;

2^o Een gedeelte van het crediet, dat voor het eerst in 1923 moet vereffend worden, zou aangewend worden tot het betalen der sinds 13 Maart 1922 beloofde toelagen, en het bedrag van het crediet, waarover de Regeering denkt te moeten beschikken, zou gerechtvaardigd worden door overlegging van de lijst der aangenomen werken ;

3^o Zouden ingetrokken worden al de toelagen verleend voor het aanleggen van waterputten, beerputten, waschplaatsen, drinkplaatsen, het bouwen van verbrandingsfabrieken, het dempen van grachten ;

4^o Het crediet zou voorbehouden worden voor het aanleggen van riolen, kerkhoven, het bouwen van ontsmettingstations, paviljoenen voor besmetten, stortbaden, enz.

III. *Prophylaxie der tuberculose; toelagen; allerlei uitgaven.* (Art. 47)

Het crediet stond in 1921 op de buitengewone begrooting ; het is niet veranderd.

Men moet uitgaan van allerhande gekende feiten om het voorziene crediet naar behooren te onderzoeken ; het is nuttig eraan te herinneren.

Tijdens den oorlog heeft de geringe vermeerdering aan voedsel, die door het Nationaal Comité werd toegestaan aan de teringlijders en aan de voor-teringlijders, met de verzorging die zij ontvingen, een massa levens verlengd of gered.

De tijdens den oorlog geleden ontberingen, de huidige gemeenschap in sommige woningen hebben het aantal teringlijders in ongelooftelijke mate doen toenemen.

De bevolking van België is in 1920 niet grooter dan die in 1910.

De sterfte en de ziektegevallen moeten dus ten allen prijze bestreden worden.

Wil dit zeggen dat het aangevraagde crediet op het voorziene cijfer moet behouden blijven? Uwe Bijzondere Commissie denkt het niet. Het crediet heeft een drievoudig doel : 1^o den Nationalen Bond tegen de tering ondersteunen ; 2^o de werking van het Sanatorium van Houthem bij Veurne verzekeren ; 3^o toelaten sanatoria aan te koopen, bestemd om deze, die tijdens den oorlog in Frankrijk, te Charray en te Job, gevestigd waren, te vervangen.

Het is klaar dat de kostprijs dezer laatste aankopen op de buitengewone begrooting zou moeten gebracht worden ; het Parlement zou het noodige crediet bij bijzondere stemming kunnen toekennen wanneer de Regeering een koopoptie zal gesloten hebben.

Blijkens de aan uw verslaggever verstrekte inlichtingen werden er, in 1920, aan den Bond door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid 6,720,000 frank toegekend, waarvan 5,195,837 frank rechtstreeks besteed (zie Bijlage II) werden,

als men zich zoo mag uitdrukken, voor de teringlijders en het overschot, zijnde 1.524,163 frank, voor propagande, bestuurskosten, aankoop van boeken en werktuigen; — in 1921 werden door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken 5,900,000 frank betaald omdat de rekeningen voor het dienstjaar 1921 niet ingediend zijn. (Zie Bijlage III.)

Indien dus de Regeering voor 1922 over een grooter crediet beschikte dan dat welk aan den Bond in 1922 werd toegekend, en wel om eene gebeurlijke uitbreiding van den dienst te verzekeren; indien zij bovendien over een millioen beschikte om de werking van het Sanatorium van Houthem te verzekeren en de hospitalisatie in private sanatoria te waarborgen totdat de instellingen van Job en Charray vervangen zijn, dan zou de werking van den dienst des te meer verzekerd zijn daar de provinciale begrootingen voor 1921 voor dezelfde doeleinden credieten voorzien, welke nagenoeg 750,000 frank beloopten.

Uwe Commissie stelt U voor, het aangevraagde crediet met 1,500,000 frank te verminderen.

IV. *Sanitaire dienst en inrichting door de oorlogsgebeurtenissen ontstaan. — Voorkoming der gesluchtsziekten.*

Het crediet is hetzelfde als dat welk op de buitengewone begrooting voor 1921 voorkomt.

Het verslag over de begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1919 wees er reeds op, hoe noodzakelijk het is maatregelen te treffen om deze ziekten te bestrijden; het schetste de manier, waarop de Regeering den strijd had ingericht.

Men mag zich niet inbeelden dat drie jaar van geleverde krachtsinspanning het gevaar uitgeroed of zelfs maar verminderd hebben.

Voor den antivenerischen strijd kan men maar het eind voorzien, zoo de stipte naleving der zedenwetten meer veld won.

Intusschen vergt deze strijd dat er eene oplossing gegeven worde aan het vraagstuk der zedenpolitie, aan dit der geneeskundige behandeling en dit der propaganda.

Blijkens een advies van den Hoogen Gezondheidsraad, in 1919, heeft de verordening op de prostitutie, zooals zij tot dusverre werd toegepast, namelijk het geneeskundig en politietoezicht op de geprostitueerden, slechts zeer onvoldoende uitslagen opgeleverd. Als men den Heer Minister van Binnenlandsche Zaken mag verzoeken, zooals dit in de Afdeeling gedaan werd, de gemeentebesturen uit te noodigen de geheime prostitutie krachtadiger te onderdrukken dan dit tot nu toe al te dikwijls gebeurde, als men mag beweren dat de goedkeuring van het in 1914 ingediende wetsontwerp op de openbare gezondheid wenschelijk zou zijn, dan zou dat alles de quaestie nog niet van de baan helpen.

Overeenkomstig het advies van den Hoogen Gezondheidsraad, moet de aangeboden strijd steunen op de volgende beginselen :

- « De sociale strijd tegen de venerische ziekten moet, in hoofdzaak, bestaan in
- » het steriliseeren der kiemdragers. Hij moet bijgevolg, vóór alles, op genees-
- » kundigen grond berusten.

» Om doeltreffend te zijn, moet deze prophylaxie kunnen rekenen op de vrijwillige en verlichte medewerking van gansch het geneeskundig korps.

» De eerste voorwaarde tot slagen bestaat hierin : zooveel mogelijk zieken toe te laten tot de antisypilitische behandeling.

« Daarom moeten de steriliseerende geneesmiddelen kosteloos geleverd worden, » de geneeskundige verzorging kosteloos toegediend op groote schaal en de » grootste bescheidenheid gewaarborgd.

» Moeten ingericht worden : dispensaria beantwoordende aan de beginselen, » door den Hoogen Gezondheidsraad voorgedragen; kosteloze raadplegingen » en polieliniken die, grootendeels, de regeling van het dispensarium zullen » aannemen; eene kosteloze uitreiking aan de zieken, door bemiddeling van den » geneesheer, van steriliseerende geneesmiddelen ».

Deze beginselen werden door de Regeering toegepast op eene inrichting die zich over heel het land uitstrekt en voor wier werking de genoemde toelage aangevraagd is.

Is het bedrag der toelage te hoog?

Uwe Bijzondere Commissie denkt neen. Men moet den moed hebben dergelijke toestanden in te zien.

Elke na-oorlogsche periode ging gepaard met een ontzettende uithreiding der geslachtsziekten (1). Dit is nu nog zoo. Omdat men den grooten ernst der quaestie niet naar waarde schat, deelt uwe Bijzondere Commissie, als bijlage, schrikwekkende statistieken mee : men overdrijft niet als men beweert dat er thans gemiddeld per maand ruim 1,900 gevallen van geslachtsbesmetting vastgesteld worden, waarvan meer dan 1,300 syphilislijders. (Zie bijlage IV.)

Wij durven hopen dat de hooge dunk, welken ons geneeskundig korps heeft van zijne rol en van zijn plicht, de misbruiken zal voorkomen, waaraan zou aanleiding kunnen gegeven worden door het kosteloos verstrekken van de geneesmiddelen.

V. *Drinkwatervoorziening.*

De Regeering vraagt eene toelage van 500,000 frank, zijnde het aandeel van den Staat in den kostprijs der werken voor proefinstallatie, te Moll ontworpen door de provinciale en intercommunale vereeniging der waterwerken van de provincie Antwerpen.

Het hierboven bedoeld ontwerp heeft ten doel, vijf en dertig gemeenten der provincie Antwerpen van water te voorzien door het boren, op Limburgsch grondgebied, te Lommel, van putten die het grondwater, dat op de heide gevallen is, zullen opvangen. Al de putten te zamen zouden eene lengte van 10 kilometer beslaan. Het alzoo opgevangen water zou opgevoerd worden naar een grooten watertoren, van waar het zich zou verspreiden naar de aangesloten gemeenten. De algeheele uitvoering van het plan zou thans 112 miljoen frank kosten.

(1) In het Pruisisch leger was de sterfte wegens syphilis 15 t. h. tijdens den veldtocht van 1870 om tot 45 t. h. te stijgen wanneer de troepen hunne cantonnementen in Frankrijk betrokken. In het eerste Beiersch korps bedroeg het aantal geslachtszieken 3 t. h. in September 1870 en 77 t. h. in de maand Mei 1871. (Hooge Gezondheidsraad.)

Uwe Bijzondere Commissie heeft de eer U voor te stellen, de beslissing voor een ander dienstjaar voor te behouden.

De uitvoering van het ontworpen plan zou dus in 't geheel 112 miljoen kosten; ondersteld dat de Staat de gebruikelijke toelage verleent, hetzij een derde der uitgave, dan zou het crediet, dat nu aangevraagd wordt, de eerste storting vertegenwoordigen eener som van ongeveer 37 miljoen. Wanneer voortaan een crediet voor openbare werken wordt toegekend, moet het Parlement den geheelen last kennen, welke deswege op onze financiën zal drukken. Welnu, wij weten niet tot wat wij ons verbinden, de toelichting der begrooting mogen er van zeggen wat zij wil. Wat meer is, er is sprake van eene proefinstallatie. Uw verslaggever hoopt zich te vergissen, doch hij denkt dat de proef niet zal betaald worden door de vijf en dertig aangesloten gemeenten, maar alleen door die welke het water, dat desgevallend zal voortgebracht worden door het proefstation, zouden ontvangen, en hij twijfelt er aan of deze gemeenten gaarne alleen de uitgave zullen op zich nemen.

Ten slotte, heeft uw verslaggever vrij talrijke redenen om te meenen dat het provinciaal bestuur van Limburg nog geen opdracht kreeg om definitief zijn advies te geven over een ontwerp van waterwinning, hetwelk hem, juist op het oogenblik dat het, als nijverheidsgebied in wording, de toekomst moet voorzien, van een belangrijken voorraad water berooft.

Vergeten wij eindelijk niet dat het ontwerp vinnig werd bestreden in den schoot van den Provinciaal Raad van Antwerpen, en dat de argumenten, door de oppositie uiteengezet in deze vergadering, op zijn minst hadden moeten opgegeven worden.

Dit noopt uwe Bijzondere Commissie er toe, u een woord te zeggen over de politiek welke door de Regeering gevolgd wordt ten opzichte van de inrichtingen voor drinkwatervoorziening. De oorlog heeft de door het Parlement uitgebrachte stemmingen zoodanig uit het geheugen gewischt dat deze uitleg noodig is.

Eene wet van 18 Augustus 1907 had de gemeenten gemachtigd zich te vereenigen om drinkwatervoorzieningen tot stand te brengen. De « Intercommunale des eaux bruxelloise » heeft zich deswege kunnen verbinden om water te leveren aan Aalst, Gent, Dendermonde, Lebbeke, Brugge, Oostende en Blankenberghe. Doordien de wet van 10 Februari 1922 eene som van 25 miljoen aan de « Intercommunale » heeft verleend, kon deze hare vooroorlogische verbindingen na den oorlog uitvoeren.

Daar de wet van 1907 geen andere praktische toepassing gekregen had dan voor het geval dat de stemming ervan gerechtvaardigd had, zoo werd de Nationale Maatschappij voor Watervoorziening tot stand gebracht door de wet van 26 Maart 1913, en de oprichtingsakte der Maatschappij verleden op 15 Mei 1914.

Deze Maatschappij is nagenoeg op gelijken voet ingericht als die der Buurtspoorwegen : zij voert werken uit die bekostigd worden door het uitgeven van schuldbrieven; de interest dezer schuldbrieven wordt betaald door middel van door den Staat, de provinciën en gemeenten gestorte annuïteiten; de interestbetaling is gewaarborgd door den Staat. Heel belangrijk punt : de door de Maatschappij tot stand gebrachte inrichtingen mogen geen winstbejag nastreven. Zijn er winsten, zoo worden deze aan de gemeenten uitgekeerd.

Tijdens den oorlog heeft de Nationale Maatschappij niets kunnen uitrichten. Sinds den wapenstilstand is hare bedrijvigheid zeer groot.

Volgende diensten liggen gereed ter aanbesteding: 1° die van Bas-Borinage voor 45,000 inwoners; 2° die van het Zuid-Oosten van Limburg voor 20,400 inwoners en 25 gemeenten; 3° die van het Noorden van Namen, Groep A voor 15,000 inwoners, van water beroofd ten gevolge van de door de « Intercommunale » uitgevoerde werken; 4° die van Namen, Groep B; 5° die van de Boven-Dender voor de steden Ath en Lessen.

De Maatschappij vraagt voor deze werken de toelage van den Staat; zij heeft ook gevraagd eene leening van 20 miljoen te mogen aangaan.

De uitslag, door de Maatschappij der Buurtspoorwegen bekomen, laat uwe Bijzondere Commissie vermoeden dat de pogingen der Nationale Maatschappij voor Watervoorziening met een dergelijk succes zullen bekroond worden.

HOOFDSTUK XI.

GEZONDHEIDSMATREGELEN VOOR DE KINDEREN.

Er zijn leden die, zonder juiste feiten aan te halen, beweerd hebben dat er op de credieten van dit hoofdstuk overdreven uitgaven zijn gedaan.

Alleen artikel 51 van dit hoofdstuk vergt een grondig onderzoek.

Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn mag niet handelen volgens reglementen van zijne hand; de wet van 5 September 1919 verplicht hetzelfde, plaatselijke lichamen, die beantwoorden aan de door de wetgeving gestelde vereischen, aan te nemen en te ondersteunen.

Het Nationaal Werk bepaalt alleen, onder toezicht der Regeering, het bedrag der toelage; zij controleert het gebruik ervan.

Welnu, de volgende statistische cijfers doen, beter nog dan volzinnen, uitschijnen of de aangevraagde credieten overdreven zijn.

In 1920 werden in 822 gemeenten des lands raadplegingen voor zuigelingen ingericht; zij kwamen ten goede aan 80,632 zuigelingen; de jaarlijksche uitgave bedroeg, voor elken zuigeling, fr. 22.59. Omtrent 779 melkinrichtingen deelden gesteriliseerde melk uit, ijverden krachtig ten voordeele van het zoogen door de moeder en beheerden 524 moeders-cantines.

Aan de melkinrichtingen namen deel 70,457 zuigelingen, aan de moeders-cantines 20,400 kinderen. Voor de eerste bedroeg de uitgave fr. 85.45 voor elken zuigeling, voor de moeders-cantines fr. 98.88.

De schoolmaaltijd wordt gegeven aan 47,980 kinderen en de cantines voor zwakke kinderen tellen 10,550 kleine ongelukkigen.

De schoolmaaltijd kost gemiddeld per jaar fr. 18.96; de maaltijd in eene cantine voor zwakke kinderen kost gemiddeld per jaar fr. 98.51.

In de koloniën voor zwakke kinderen telde men, in 1921, voor 7,880 jongens en meisjes, 552,012 aanwezigheidsdagen en beliepen de bestuurskosten fr. 3,423,078.23, hetzij gemiddeld 55 aanwezigheidsdagen per kind tegen fr. 6.20 per aanwezigheidsdag.

In 1920 werden nog 647 kinderen der verwoeste gewesten geherbergd; de

kosten beliepen 1,567,523 frank, hetzij ongeveer 2,400 frank per jaar en per kind.

Het grootste gedeelte der uitgaven valt dus te doen voor de instandhouding der melkinrichtingen en der moeders-cantines.

Vóór den oorlog mocht België zich er op beroemen, een der landen te zijn waar de kindersterfte op een normaal cijfer was gebracht. Tijdens den oorlog zijn de sterfgevallen van kinderen verminderd dank zij de voorlichting der moeders, dank zij vaak het toezicht dat op de hoedanigheid van de melk gehouden werd, en wel ondanks al de aan het volk opgelegde ontberingen.

Tijdens den oorlog ook heeft de inrichting van den schoolmaaltijd het aankomend geslacht gered. De vreedstijd mag ons de lessen van den oorlog niet doen vergeten, dan vooral wanneer eene daling van het sterftecijfer der kinderen tegen de daling van het geboortecijfer moet opwegen.

Wil dit alles zeggen dat de werken, die aan den oorlog hun ontstaan te danken hebben, moeten blijven bestaan; dat er nooit geen misbruiken geweest zijn?

Een menschelijk werk is niet vrij van dwalingen, vooral wanneer het ingericht wordt; er zijn misschien melkinrichtingen geweest, die de melk hebben gegeven aan aangeslotenen, die ze konden betalen. Het is niet onmogelijk dat sommige kolonie-inrichtingen voor zwakke kinderen op zuiniger voet hadden kunnen bestaan. Misschien werden er schoolmaaltijden gegeven op plaatsen, waar het niet noodig was, en, waar de schoolmaaltijden worden verstrekt, hebben welstellende ouders daaruit misschien te groot voordeel getrokken.

Maar er komt thans eene betere regeling: De Hooge Raad der werken voor Kinderwelzijn is zich genoegzaam bewust van de financiële moeilijkheden om, nu hij niet meer in beslag genomen is door de regeling van zijne werkzaamheden en van zijne rol, het toezicht te verscherpen; het zal volstaan dat zijn aandacht eens te meer wordt gaande gemaakt opdat hij het voornaamste doel verwezenlijke, dat door de makers der wet van 1919 werd nagestreefd: de stichting, in elke gemeente des lands, eener raadpleging voor zuigelingen met haar noodzakelijk gevolg in de steden en nijverheidscentra: het tot stand brengen van de melkinrichting.

Het zal overigens nuttig zijn dat, ter vergadering van 1 April aanstaande, de Hooge Raad der Werken voor Kinderwelzijn zou nagaan hoe er in de werking van de consultatieve-inrichtingen voor zuigelingen en van de melkinrichtingen kan bezuinigd worden door uitbreiding van het stelsel der uitkeering van de aanmoedigingspremiën en door de verhooging der bijdrage van fr. 0.10, welke thans wordt geëischt.

In den loop van het onderzoek van dit verslag door uwe Bijzondere Commissie werden twee amendementen ingediend door ons medelid, den heer Melckmans.

Hij stelde voor:

1^o Bij artikel 48: Toelage bestemd om het oprichten van kraamvrouweninrichtingen door de gemeenten, door vereenigingen van gemeenten of door liefdadige besturen te bevorderen; 100,000 frank.

2^o Bij artikel 51: Het crediet van 16,088,000 frank te brengen tot op 18,000,000 frank tot: 1^o uitbreiding van de cantines voor zwakke kinderen lijdende aan Engelsche ziekte; 2^o bijdrage van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn in de kosten van oprichting dier instellingen.

Uwe Commissie stelt u voor, het eerste amendement aan te nemen ; zij meent inderdaad dat er in België materniteiten te kort zijn.

De Commissie stelt u voor, het tweede amendement te verwerpen, omdat zij meent dat het Besturend Comité van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn over al de credieten beschikt, vereischt tot het verwezenlijken van zijne bijzonderste taak.

HOOFDSTUK XII.

Verschillende en onvoorziene uitgaven.

Er vallen geen opmerkingen te doen.

HOOFDSTUK XIII.

Uitzonderlijke uitgaven.

De credieten, voorzien bij de artikelen 60 en 61, werden hierboven onderzocht. Omtrent het crediet voorzien bij artikel 57 werd voorbehoud gemaakt.

Uit de inlichtingen, aan uw verslaggever verstrekt, blijkt dat het personeel, belast met het opnemen van de uitslagen der volkstelling, slechts tijdelijk benoemd is, en dat de aanwezigheid in de bureelen geene rechten geeft voor de toekomst.

De beslissingen, door uwe Bijzondere Commissie genomen, verminderen het bedrag der toe te kennen credieten met 2 miljoen 242,000 frank ; de begrooting zou dus 45,198,163 frank bedragen.

De tekst van dit verslag werd door uwe Bijzondere Commissie aangenomen.

Uwe Bijzondere Commissie heeft dus de eer u voor te stellen, de begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid aan te nemen zooals zij het heeft gewijzigd.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.



AANVULLENDE NOTA.

Sedert uwe Bijzondere Commissie kennis genomen had van den tekst van dit verslag, werden door de Regeering amendementen op het begrootingsontwerp ingediend.

Deze amendementen geven aanleiding tot eene vermindering van uitgaven bedragende 190,000 frank; het is echter te betreuren dat tegenover die vermindering voorstellen tot verhooging der uitgaven staan, tot een bedrag van 169,000 frank.

Per slot van rekening zou de bezuiniging 20,100 frank bedragen.

Deze amendementen worden hieronder onderzocht.

ART. 2, litt. a (*Personeel van het Hoofdbestuur*).

De voorgestelde vermindering van 50,000 frank stemt overeen met die, welke uwe Bijzondere Commissie heeft aangenomen.

ART. 4, litt. a (*Materieel van het Hoofdbestuur*).

Uwe Commissie vereenigt zich met het amendement ingediend door de Regeering.

ART. 12, 13 en 15 (*Provincie- en gemeentezaken*).

De verhooging van uitgaven werd op blz. 9 van dit verslag aangekondigd. Zij is gegrond, doch uwe Commissie betreurt dat weddeverhoogingen opnieuw werden verleend voordat het Parlement de noodige credieten heeft toegestaan.

ART. 21 en 22 (*Kieszaken*).

De verminderingen, door de Regeering voorgesteld, worden door uwe Bijzondere Commissie goedgekeurd; zij bedragen 55,000 frank.

ART. 25 (*Brandweerkorpsen*) en 48 (*Gezondheidsmaatregelen voor kinderen*).

De verminderingen van 10,000 en 5,000 frank, door de Regeering voorgesteld, zijn dezelfde als die, waartoe uwe Bijzondere Commissie heeft beslist.

ART. 57 (*Algemeene Volkstelling*).

Op de vermindering van 70,000 frank, door de Regeering voorgesteld, werd in dit verslag (blz. 21) gewezen; uwe Bijzondere Commissie stelt u voor, ze goed te keuren.

BIJLAGE I.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN

Begrooting voor 1922

Indeeling der uitgaven.

Artikelen	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Aangevraagd credit.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voortvloeiende uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	HOOFDSTUK I.					
	<i>Hoofdbestuur.</i>					
1	a) Jaarwedde van den Minister, }	44,000	35,000			
	b) Representatiekosten, }		9,000			
2	a) Wedden der ambtenaren, }	1,568,871	1,525,580			
	b) Wetgeving (10,000), Toezicht (24,291), Advocaat (4,000), Allerlei (5,000), }		43,291			
3	Toegestane buitengewone werken,	10,000	10,000			
4	a) Materieel (Hotel en bureelen) }	258,000	220,000			
	b) Automobielen, }		38,000			
5	Reiskosten,	7,500	7,500			
		1,888,371	1,888,371	»	»	
	HOOFDSTUK II.					
	<i>Pensioenen en steungelden.</i>					
6	Pensioen 1 ^{sten} termijn,	40,000	»	40,000	»	Algemeene wet op de pensioenen.
7	Kas der gemeentesecretarissen, Toelagen,	200,000	»	200,000	»	Wet van 30 Maart 1861.
8	Steungelden,	12,000	»	»	12,000	Komt voor als aanvullend pensioen.
		252,000	»	240,000	12,000	
	HOOFDSTUK III.					
	<i>Algemeene statistiek.</i>					
9	Centrale Commissie voor statistiek. Personeel,	25,000	25,000	»	»	
10	Id., Materieel,	35,000	35,000	»	3,000	Jaarlijksche toelage voor den intern. dienst der statistiek.
11	Bibliotheek voor statistiek,	9,800	9,800	»	»	
		69,800	66,800	»	3,000	

Artikelen.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Aangevraagd credit.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voortvloeiend uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	HOOFDSTUK IV.					
	<i>Provincie- en gemeentezaken.</i>					
12	a) Jaarwedden der gouverneurs ⁽¹⁾ , afgevaardigden ⁽²⁾ en griffiers ⁽³⁾ , b) Vergoedingen, enz., id.,	365,450	850,450 15,000			(1) K. B. van 22 Oct. 1921. (2) Wet van 20 Juli 1921. (3) K. B. van 20 Oct. 1921.
13	Jaarwedden, enz., van de bedienden,	4,090,912	4,090,912			
14	Economische begrooting,	655,000	655,000			
15	I. Arrondissementscommissarissen, enz., jaarwedden (1), II. Id., kantoorkosten,	1,417,700	1,303,700 114,000			(1) K. B. van 20 Oct. 1921.
16	Reiskosten, enz., Drukwerk, Telefoon-abonnementen, Opgelegde zendingen, Aanduiding der grenspalen, Technische comiteiten,	125,000	105,000 4,000 9,000 " 1,000 " 1,000 " 5,000	1,000 " 1,000 " 5,000	" " "	
17	Politie van Brussel.	750,000	"	"	750,000	
18	Kosten van onderhoud der begraafplaatsen,	10,000	"	10,000	"	Wet van 14 Juli 1919.
	HOOFDSTUK V.	7,914,062	7,147,062	17,000	750,000	
	<i>Kieszaken.</i>					
19	Vergoedingen voor verplaatsing, enz.	30,000	"	30,000		Kieswetboek, art. 71.
20	Drukkosten, bezwaarschriften, kiezaken, Materieel en drukwerken, Telegrammen, rechtswerken,	17,000	12,000 2,000	3,000 "		Id. art. 94.
21	Kiespapier, Zitpenningen, Kosten voor verplaatsing, Gedingen in kiezaken,	200,000	" " 75,000 " 10,000 " 15,000	100,000 75,000 10,000 15,000		Id. art. 195. Id. art. 149. Id. art. 149. Id. art. 125.
22	Vervoer per spoor,	10,000	"	10,000		Id. art. 172bis.
		257,000	14,000	243,000		
	HOOFDSTUK VI.					
	<i>Militie.</i>					
23	Gedingbeslissende rechtsmachten,	150,000	"	150,000		
24	Registers, certificaten,	75,000	"	75,000		
		225,000	"	225,000		

Artikelen.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Aangevraagd crediet.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voortvloeiend uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	HOOFDSTUK VII.					
	<i>Pompierskorps.</i>					
25	Toelagen, materieel, brand. Vergoedingen aan de afgevaardigden,	100,000	2,000	»	98,000	
		100,000	2,000	»	98,000	
	HOOFDSTUK VIII.					
	<i>Eereteekens, enz.</i>					
26	Burgerlijke eereteekens,	25,000	»	»	250,000	
27	Geldelijke belooningen,	2,000	»	»	2,000	
		252,000	»	»	252,000	
	HOOFDSTUK IX.					
	<i>Ijzeren kruis.</i>					
28	Steungeld ijzeren kruis,	40,000	»	»	40,000	
		40,000	»	»	40,000	
	HOOFDSTUK X.					
	<i>Gezondheidsdienst.</i>					
29	Toezicht over den gezondheidsdienst, personeel,	573,020	546,720			
	Pokineringsdienst, personeel,		26,300			
30	I. a) Toezicht over den gezondheidsdienst, reiskosten,	360,000	320,000			
	b) Toezicht, enz., werken,		25,000			
	II. a) Pokineringsdienst, reiskosten, enz.,		3,000			
	b) Pokineringsdienst, werken,		12,000			
31	a) Toezicht gezondheidsdienst. — Materieel,	210,000	150,000			
	b) Pokineringsdienst. Materieel,		60,000			
32	a) Hooge gezondheidsdienst,	270,000	53,000			
	b) Geneeskundige Commissie,		»	217,000		Wet van 12 Maart 1918.
33	Gezondheidsdienst der havens,	245,460	»	245,460		Gezondheidswet van 18 Juli 1821.
34	a) Prophylaxis besmettelijke ziekten,	320,000	»	»	300,000	
	b) Drukwerk,		20,000	»		
35	a) Toelagen aan vroedvrouwen,	110,000	»	»	20,000	
	b) Toelagen scholen verpleegsters,		»	»	60,000	
	c) Verspreiding der gezondheidsleer,		»	»	30,000	
36	Tentoonstellingen en congressen,	100,000	»	»	20,000	
	Bestrijding van het alcoholisme,		»	»	80,000	

Artikelen	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Aangevraagd credit.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voortvloeiende uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
37	Intern. dienst voor gezondheid,	13,200	13,200	»		Intern. overeenk. v. Parijs 1903.
38	Eetwaren : personeel,	363,500	»	363,500		Wet van 4 April 1890.
39	a) Eetwaren : reiskosten, enz.,	245,000	»	225,000		Id.
	b) Eetwaren : werken,		»	20,000		Id.
40	a) Eetwaren : kantoorkosten,		»	100,000		Id.
	b) Eetwaren : laboratorium voor ontleding,		»	20,000		Id.
	c) Eetwaren : tentoonstelling en congressen,	141,100	»	»	4,000	
	d) Internationaal Instituut koude, bijdrage,		2,100	»		Overeenkomst van Parijs 1920.
	e) Drukwerk,		»	15,000		
41	Gezondheidswerken : personeel,	65,000	65,000	o		
42	a) Gezondheidswerken : reiskosten,	54,000	50,000	»		
	b) Gezondheidswerken ; verrichte werken,		4,000	»		
43	Gezondheidswerken : kantoorkosten, enz.,	10,060	8,000	»	2,000	
44	Aanmoediging openb. gezondheid,	4,000,000	»	»	4,000,000	Aangewend credit.
45	Academie van geneeskunde,	100,000	100,000	»		
46	Automobielen,	150,000	150,000	»		
47	Prophylaxis tuberculose,	8,700,000	»	»	8,700,000	
		16,030,280	1,608,320	1,205,960	13,216,000	
	HOOFDSTUK XI.					
	<i>Maatschappelijk kindermwzijn.</i>					
48	Maatregelen, toelagen,	35,000	»	»	35,000	Aangewend credit.
49	Tentoonstellingen en congressen,	5,000	»	»	5,000	
50	Internationale dienst voor kinderbescherming,	30,000	»	»	30,000	
51	Toelagen :					
	Zuigelingen					
	Melkvoorziening			8,825,000		Wet van 5 September 1919.
	Moederkeukens					
	Schoolmaaltijden	16,000,000		2,000,000		Id.
	Keukens voor zwakke kinderen			4,500,000		Id.
	Koloniën voor zwakke kinderen					
	Kinderen uit de verwoeste gew.					
	Bestuurskosten,		675,000			
52	Vergoed. a. d. secretaris-generaal,	18,000	18,000			
		16,088,000	693,000	15,825,000	70,000	

Artikelen.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Aangevraagd credit.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voortvloeiende uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	HOOFDSTUK XII. <i>Verskillende en onvoorziene uitgaven.</i>					
53	Onvoorziene uitgaven,	8,000	8,000	»	»	
54	Toelagen vlaggen,	1,500	»	»	1,500	
55	Nationale feesten,	106,000	»	106,000	»	Wetten van 27 Mei 1890 en 17 Juli 1919.
56	Jaarlijksche rente.	2,650	2,650	»	»	
		118,150	10,650	106,000	1,500	
	HOOFDSTUK XIII. <i>Uitzonderlijke uitgaven.</i>					
57	Algemeene volkstelling,	800,000	»	800,000	»	Wetten van 2 Juni 1856 en van 25 Mei 1880. Wet van 3 Augustus 1919 op openbare ambten die deze Commissie erkennen. Art. 10, wet van 17 Juli 1919.
58	Werken van de Commissie van 's Lands Erkentelijkheid,	16,000	16,000	»	»	
59	Gedenkteekens,	50,000	»	50,000	»	
60	Prophyl. geslachtsziekten,	2,800,000	»	»	2,800,000	
61	Proefinstallatie te Moll,	500,000	»	»	500,000	
		4,166,000	16,000	850,000	3,300,000	

BIJLAGE II.

Onderstaande tabel vermeldt de toelagen voor gezondheidswerken, gedurende de jaren 1911 tot en met 1921 door den Staat toegekend.

Jaren.	Waterbedeeling en openbare putten.	Riolen.	Kerkhoven.	Slachthuizen.	Aalputten.	Allerlei. Wasch- Drink- plaatsen. Inrichtingen voor lijkeverbranding. Demping van slooten.	Ontsmettingsstations en paviljoenen voor bes- mettelijke zieken.	Stombaden.	TOTAAL.
1911	935,717	511,277	93,160	13,920	51,846	2,885	15,701	16,286	1,640,792
1912	614,401	276,794	118,742	8,859	52,480	3,718	53,634	2,773	1,131,401
1913	795,303	626,699	125,876	1,290	65,334	5,610	24,516	—	1,644,648
1914	267,123	185,876	97,343	—	34,803	3,214	26,019	—	614,378
1915	293,512	150,774	24,322	—	5,085	2,767	5,381	—	481,841
1916	175,163	81,899	30,102	—	2,632	—	—	—	289,796
1919	161,329	647,213	57,516	—	22,789	893	7,800	—	877,540
1920	597,712	1,904,986	183,582	—	4,124	324,557	7,500	—	2,022,460
1921	1,267,142	2,411,280	552,835	7,500	6,335	95,104	194,804	15,000	4,550,000

Het beloop der verbintenissen door het bestuur der gezondheid aangegaan en welke zullen moeten uitgevoerd worden binnen den overeengekomen termijn, bedraagt op 1 Maart 1922 de som van 12 millioen 166.415 frank. Volgende tabel toont er de verdeeling van aan over de onderscheidene provinciën.

GEZONDHEIDSWERKEN.

Tabel der verbintenissen op 1^o Maart 1922.

Provincie	Antwerpen	.	.	.	.	.	.	1,193,640	»
»	Brabant	.	.	.	.	.	.	2,752,258	»
»	West-Vlaanderen	.	.	.	.	.	.	117,082	»
»	Oost-Vlaanderen	.	.	.	.	.	.	224,986	»
»	Henegouw.	.	.	.	.	.	.	4,522,014	»
»	Luik.	.	.	.	.	.	.	2,686,921	»
»	Limburg	.	.	.	.	.	.	67,854	»
»	Luxemburg	.	.	.	.	.	.	538,002	»
»	Namen	.	.	.	.	.	.	243,088	»
Totaal.								fr. 12,166,415	»

BIJLAGE III.

*Samenvattende tabel der uitgaven, in 1921 gedaan door den Nationalen Bond
tegen de Tuberculose.*

Nationale Bond tegen de Tuberculose.

AFDEELINGEN.		Gewone bijstand- onderstand.	Voedingson- dersand gezelen.	Bescherming der kindsheid.	Prophylaxis (Ver- pleegsters).	Werking der dispensaria.	Sanatoria.	Totalen.
Afdeeling Antwerpen.	Antwerpen	485,234	97,310	147,000	56,600	66,798		852,942 »
	Wenduyne						63,834 »	63,834 »
	Westmalle			363,000			37,459.50	37,459.50
Afdeeling Brabant.	Brussel-voorsteden	287,225	129,690	(organisme particulier)	32,075	45,503		857,493 »
	Auderghem						32,344 »	32,344 »
	Watermaal-Boschvoorde						21,837 »	21,837 »
	Elsene	19,800			2,700	3,491		25,991 »
	Leuven	13,600			2,700	2,550		18,850 »
	Halle	4,645			2,040	843		7,528 »
	Nijvel	4,115			2,700	718		7,533 »
	Thienen		2,780		1,250	244		4,194 »
	Vilvoorde	1,520			2,550	1,409		5,479 »
	Geldenaken	4,700	820		1,500	882		7,902 »
	Saventhem	4,240			2,250	745		7,235 »
	Brugge	7,985			375	1,809		10,169 »
	Oostende		14,075		1,000	1,090		16,165 »
	Oost-Vlaanderen	124,795	13,955	78,000	7,700	17,636		242,086 »
	Henegouw	796,915	21,590	237,000	74,750	118,481		1,248,736 »
Afdeeling Henegouw.	Havré						45,854.50	45,854.50
	Luik	394,290	11,328	304,500	34,400	49,397		793,915 »
Afdeeling Luik.	Magnee						21,732 »	21,732 »
	Borgomont						70,817 »	70,817 »
	Limbourg	79,855	1,247			13,377		94,479 »
	Namen	95,840			10,350	14,076		120,266 »
	Luxembourg	1,393						1,393 »
	La Hulpe-Waterloo						132,623.50	132,623.50
	Alsemberg							
	Buysinghen						60,691.50	60,691.50
Nationale Coöperatief tegen de Tuberculose.	De Panne						265,315 »	265,315 »
	Breedene						29,328 »	29,328 »
	Eupen						8,174.50	8,174.50
	Montana « Jeanne d'Arc » » « Lumière-Vie ».						22,777.50 60,693 »	22,777.50 60,693 »
		2,326,152	292,715	1,129,500	234,940	339,049	873,481 »	5,495,837 »

BIJLAGE IV.

I. — Gegevens betreffende de toeneming der venerische ziekten in 1921.

Gevallen van venerische ziekten behandeld gedurende de eerste drie kwartalen van 1921.

I. — Opgave per maand.

MAAND.	Aantal inrichtingen.	AANTAL NIEUWE INSCIJDVINGEN.											
		SYPHILIS.				BLENNORRHOË.				CHANCERELLE.			
		M.	V.	K. (1)	Totaal.	M.	V.	K. (1)	Totaal.	M.	V.	K. (1)	Totaal.
Januari . . .	317	932	612	42	1,606	417	160	3	580	39	9	»	48
Februari . . .	317	857	585	41	1,483	384	184	4	572	34	11	»	45
Maart	317	886	626	37	1,549	440	159	6	605	35	7	»	42
April	317	873	615	44	1,532	349	152	5	506	37	8	»	45
Mei	317	693	436	25	1,176	273	112	3	388	25	4	»	29
Juni	317	561	436	30	1,027	256	103	2	361	13	6	»	19
Juli	318	806	503	39	1,348	420	93	3	516	19	2	1	22
Augustus . . .	318	524	367	17	908	386	85	2	473	8	1	»	9
September . .	318	553	391	16	960	338	65	2	405	551	326	7	884
Totaal		6,707	4,591	291	11,589	3,263	1,113	30	4,406	761	374	8	1,143

MAAND.	Aantal inrichtingen.	TOTAAL DER RAADPLEGINGEN.											
		SYPHILIS.				BLENNORRHOË.				CHANCERELLE.			
		M.	V.	K.	Totaal.	M.	V.	K.	Totaal.	M.	V.	K.	Totaal.
Januari . . .	317	13,450	9,099	349	24,898	7,297	2,039	19	9,355	200	38	»	238
Februari . . .	317	15,444	9,133	312	24,889	6,360	1,875	22	6,257	218	84	»	302
Maart	317	17,056	10,269	323	27,648	7,771	1,903	44	9,718	308	70	»	378
April	317	15,965	9,419	309	25,693	6,038	1,528	35	7,601	236	84	1	321
Mei	317	14,127	8,162	328	22,617	5,135	1,371	36	6,542	175	40	»	215
Juni	317	13,294	8,079	353	21,726	5,417	1,619	57	7,093	194	89	»	283
Juli	318	16,300	10,238	443	26,981	10,022	1,562	41	11,625	134	28	2	164
Augustus . . .	318	14,629	8,804	302	23,735	9,936	1,152	32	11,120	86	3	»	89
September . .	318	13,353	8,317	309	21,979	9,133	1,116	23	10,276	76	14	»	90
Totaal		135,618	81,520	3,028	220,166	67,111	14,165	311	81,587	1,627	450	3	2,080

(1) Kinderen beneden de 15 jaar.

**II. — Opgave per provincie en per verzorgingsinrichting
gedurende het eerste halfjaar van 1921.**

PROVINCIEËN- INRICHTINGEN.	Aantal inrichtingen.	AANTAL NIEUWE INSCHRIJVINGEN.											
		SYPHILIS.				BLENNORRHOË.				CHANCERELLE.			
		M.	V.	K. (1)	Totaal.	M.	V.	K. (1)	Totaal.	M.	V.	K. (1)	Totaal.
Antwerpen :													
Dispensaria	1	3	2	»	5	9	»	»	9	»	»	»	»
Poliklinieken	5	266	180	1	447	352	67	»	419	4	»	»	4
Raadplegingsdienst	3	137	96	1	234	86	11	1	98	16	»	»	16
Private raadplegingsdiensten.	16	86	85	6	177	62	17	»	80	12	2	»	14
Niet toegelaten geneesheeren.	»	103	111	2	216	»	»	»	»	»	»	»	»
Allerlei	2	16	79	2	97	»	3	»	3	»	»	»	»
Brabant :													
Poliklinieken	9	199	148	7	354	122	32	1	155	7	2	»	9
Raadplegingsdienst	9	164	132	8	304	150	45	6	201	11	»	»	11
Hoogeschool-klinieken	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Private raadplegingsdiensten.	44	355	215	18	588	304	126	4	434	27	1	»	28
Niet toegelaten geneesheeren.	»	223	157	9	389	»	»	»	»	»	»	»	»
West-Vlaanderen :													
Dispensaria	1	38	37	5	80	12	10	»	22	»	»	»	»
Raadplegingsdienst	6	66	49	17	132	19	32	1	52	7	1	»	8
Private raadplegingsdiensten.	10	57	39	»	96	36	12	»	48	2	»	»	2
Niet toegelaten geneesheeren.	»	143	102	7	252	»	»	»	»	»	»	»	»
Allerlei	1	»	13	»	13	»	17	»	17	»	»	»	»
Oost-Vlaanderen :													
Poliklinieken	2	172	62	4	238	26	16	»	42	1	»	»	1
Raadplegingsdienst	7	66	62	4	132	60	22	6	88	7	»	»	7
Hoogeschool-klinieken	3	19	19	1	39	5	6	»	11	1	»	»	1
Private raadplegingsdiensten.	30	376	272	7	655	212	125	2	339	11	3	»	14
Niet toegelaten geneesheeren.	»	69	56	2	127	»	»	»	»	»	»	»	»
Allerlei	2	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Henegouw :													
Dispensaria	2	227	105	10	342	»	»	»	»	»	»	»	»
Poliklinieken	1	12	10	1	23	»	»	»	»	»	»	»	»
Raadplegingsdienst	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Private raadplegingsdiensten.	25	416	262	29	707	216	115	1	332	47	27	»	74
Niet toegelaten geneesheeren.	4	115	75	7	197	»	»	»	»	»	»	»	»
Luik :													
Dispensaria	4	205	116	13	334	29	7	»	36	4	»	»	4
Raadplegingsdienst	1	21	13	2	36	»	»	»	»	»	»	»	»
Hoogeschool-klinieken	1	53	47	6	106	35	45	1	81	11	4	»	15
Private raadplegingsdiensten.	88	552	321	19	892	251	74	»	325	10	3	»	13
Niet toegelaten geneesheeren.	»	133	150	14	347	»	»	»	»	»	»	»	»
Allerlei	9	141	76	1	218	110	48	»	158	4	1	»	5
Limburg :													
Dispensaria	1	20	10	»	30	»	»	»	»	»	»	»	»
Raadplegingsdienst	2	15	8	1	24	»	»	»	»	»	»	»	»
Private raadplegingsdiensten.	1	14	5	»	16	3	»	»	3	»	»	»	»
Niet toegelaten geneesheeren.	»	28	20	»	48	»	»	»	»	»	»	»	»
Luxemburg :													
Private raadplegingsdiensten.	17	23	13	»	36	7	1	»	8	1	1	»	2
Niet toegelaten geneesheeren.	»	15	7	2	24	»	»	»	»	»	»	»	»
Namen :													
Raadplegingsdienst	2	29	41	»	70	4	30	»	34	»	»	»	»
Private raadplegingsdiensten.	8	135	98	10	243	8	9	»	17	»	»	»	»
Niet toegelaten geneesheeren.	»	64	37	3	104	»	»	»	»	»	»	»	»
Te zamen	317	4,824	3,330	219	8,373	2,119	870	23	3,012	183	45	»	228

(1) Kinderen beneden de 15 jaar.

III. — Opgave per provincie en per verzorgingsinrichting
gedurende het eerste halfjaar van 1921.

PROVINCIEËN-INRICHTINGEN. — AANWIJZIGING.	Aantal inrichtingen.	GEHEEL AANTAL RAADPLEGINGEN.											
		SYPHILIS.				BLENNORRHOË.				CHANCERELLE.			
		M.	V.	K. (1)	Totaal	M.	V.	K. (1)	Totaal	M.	V.	K. (1)	Totaal
Antwerpen :													
Dispensaria	1	17	12	"	29	132	"	"	132	"	"	"	"
Poliklinieken	5	6,996	3,929	33	10,958	6,341	931	"	7,272	22	1	"	23
Raadplegingsdienst	3	889	629	3	1,521	333	24	2	359	66	5	"	71
Private raadplegingsdiensten.	16	1,463	1,216	61	2,740	1,478	362	13	1,853	198	56	"	254
Niet toegelaten geneesheeren.	"	877	542	22	1,441	"	"	"	"	"	"	"	"
Allerlei	2	"	604	17	621	"	288	1	289	"	"	"	"
Brabant :													
Poliklinieken	9	5,701	3,876	86	9,663	3,524	467	7	3,998	43	3	"	46
Raadplegingsdienst	9	3,024	3,135	125	6,284	3,435	417	29	3,881	88	12	"	100
Hoogeschool-klinieken . . .	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Private raadplegingsdiensten.	44	9,058	5,079	266	14,403	6,685	1,679	47	8,411	250	13	1	264
Niet toegelaten geneesheeren.	"	3,442	1,753	68	5,263	"	"	"	"	"	"	"	"
West-Vlaanderen :													
Dispensaria	1	713	664	86	1,460	259	160	1	420	"	"	"	"
Raadplegingsdienst	6	1,397	554	52	2,003	361	490	"	851	4	"	"	4
Private raadplegingsdiensten.	10	953	548	2	1,503	486	137	"	623	1	"	"	1
Niet toegelaten geneesheeren.	"	1,167	714	46	1,927	"	"	"	"	"	"	"	"
Allerlei	1	"	211	"	212	"	45	"	45	"	"	"	"
Oost-Vlaanderen :													
Poliklinieken	2	1,198	437	22	1,657	233	112	11	356	5	"	"	5
Raadplegingsdienst	7	1,708	1,301	27	3,036	341	118	35	494	21	"	"	21
Hoogeschool-klinieken . . .	3	324	292	17	633	58	64	"	122	"	"	"	"
Private raadplegingsdiensten.	30	5,729	3,317	21	9,067	2,873	1,232	30	4,135	67	25	"	92
Niet toegelaten geneesheeren.	"	557	421	32	1,010	"	"	"	"	"	"	"	"
Allerlei	2	2	3	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Henegouw :													
Dispensaria	2	4,231	1,686	67	6,014	"	"	"	"	"	"	"	"
Poliklinieken	1	47	33	6	86	"	"	"	"	"	"	"	"
Raadplegingsdienst	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Private raadplegingsdiensten.	25	9,466	4,882	262	14,610	2,723	1,444	34	4,201	272	232	"	504
Niet toegelaten geneesheeren.	4	977	500	27	1,554	"	"	"	"	"	"	"	"
Luik :													
Dispensaria	4	6,099	3,467	145	9,711	294	99	"	393	16	"	"	16
Raadplegingsdienst	1	586	492	22	1,100	"	"	"	"	"	"	"	"
Hoogeschool-klinieken . . .	1	1,807	1,839	73	3,724	315	209	"	524	206	28	"	234
Private raadplegingsdiensten.	88	11,870	5,836	145	17,851	5,014	581	3	5,598	58	23	"	81
Niet toegelaten geneesheeren.	"	3,052	1,941	94	5,087	"	"	"	"	"	"	"	"
Allerlei	9	3,338	1,343	1	4,682	3,019	1,055	"	4,074	12	5	"	17
Limburg :													
Dispensaria	1	270	224	"	494	"	"	"	"	"	"	"	"
Raadplegingsdienst	2	265	103	15	383	"	"	"	"	"	"	"	"
Private raadplegingsdiensten.	1	342	151	2	495	60	2	"	62	"	"	"	"
Niet toegelaten geneesheeren.	"	191	145	2	338	"	"	"	"	"	"	"	"
Luxemburg :													
Private raadplegingsdiensten.	17	224	94	2	380	21	4	"	25	2	2	"	4
Niet toegelaten geneesheeren.	"	74	34	4	112	"	"	"	"	"	"	"	"
Namen :													
Raadplegingsdienst	2	236	355	"	591	5	383	"	388	"	"	"	"
Private raadplegingsdiensten.	8	2,402	1,392	60	3,854	28	32	"	60	"	"	"	"
Niet toegelaten geneesheeren.	"	614	359	26	1,059	"	"	"	"	"	"	"	"
Ten zamen	317	91,336	54,161	1,974	147,471	38,018	10,335	213	48,566	13,31	405	1	1,737

(1) Kinderen beneden de 15 jaar.

BIJLAGE V.**HOOG KONINKLIJK COMMISSARIAAT. — REGEERING MALMEDY.**

Ontwerp van Begrooting voor het dienstjaar 1922
(van 1 Januari tot 31 December 1922).

		Aangevraagde credieten	
		per artikel.	per bestuur.
A. — Begrooting der ontvangsten.			
HOOFDSTUK I. — <i>Rechtswezen.</i>			
Art. 1. — Opbrengst der boeten, rechtsplegingskosten		100,000	100,000
HOOFDSTUK II. — <i>Landbouw.</i>			
Art. 2. — Landbouwschool te Saint-Vith, schoolgeld		3,000	»
Art. 3. — Waters en bosschen		1,797,000	1,800,000
HOOFDSTUK III. — <i>Financiën.</i>			
Art. 4. — Onrechtstreeksche belastingen		1,800,000	»
Art. 5. — Registratie, successie en zegelrechten, domeinen, enz.		1,400,000	»
Art. 6. — Landbouwdomeinen		5,000	»
Art. 7. — Allerlei ontvangsten en buitengewone houthak		450,000	3,655,000
Totaalbedrag der ontvangsten		»	5,555,000

		Aangevraagde credieten	
		per artikel.	per bestuur.
B. — Begrooting der uitgaven.			
Titel I. — Justitie.			
HOOFDSTUK I. — Justitie.			
Art. 1. — Personeel der rechtbanken. Jaarwedden en vergoedingen	325,000		
Art. 2. — Allerlei kosten en onvoorziene uitgaven.	5,000		
Art. 3. — Onderhoud van de kantoren der rechtbanken.	10,000		
Art. 4. — Gevangeniswezen	10,000		
HOOFDSTUK II. — Openbare weldadigheid.			
Art. 5. — Bijdragen en toelagen van allerlei aard.	10,000		
HOOFDSTUK III. — Gerechtelijke politie.			
Art. 6. — Vergoedingen	8,000		368,000
Titel II. — Binnenlandsche Zaken.			
HOOFDSTUK I. — Hoofdbestuur.			
Art. 1. — Jaarwedde van den Hoogen Commissaris en representatiekosten	57,000		
Art. 2. — Jaarwedde der ambtenaren, beambten en dienstlieden	600,000		
Art. 3. — Duurtetoeslag	40,000		
Art. 4. — Reiskosten en andere kosten van den Hoogen Commissaris en van de ambtenaren.	40,000		
Art. 5. — Kantoorkosten, licht, brandstoffen en onderhoud der kantoren, bibliotheek, auto's	200,000		
Art. 6. — Vergoedingen voor reiskosten van den Hoogen Raad en van den Juridischen Raad	10,000		
Art. 7. — Huur van gebouwen voor de huisvesting van den H.C. en de inrichting der kantoren	10,000		
Art. 8. — Onvoorziene uitgaven: Staatsblad, pasformulieren	55,000		
HOOFDSTUK II. — Pensioen en hulpgelden.			
Art. 9. — Pensioenen en hulpgelden. — Gemeen fonds	200,000		

Aangevraagde credieten.	
per artikel.	per bestuur.
HOOFDSTUK III. — Beterdige Deputatie.	
Art. 10. — Zitpenningen, reiskosten enz.	15,000
HOOFDSTUK IV. — Gezondheidsdienst.	
Art. 11. — Eereloonen der geneesheeren	10,000
Art. 12. — Prophylaxie	1,000
HOOFDSTUK V. — Eetwaren.	
Art. 13. — Inspectie der eetwaren	10,000
HOOFDSTUK VI. — Allerlei.	
Art. 14. — Bevolking, drukkosten der gemeentewetten en andere.	10,000
Titel III. — Wetenschappen en Kunsten.	
HOOFDSTUK I. — Raad van het onderwijs.	
Art. 1. — Reiskosten en zitpenningen	2,500
HOOFDSTUK II. — Middelbaar onderwijs.	
Art. 2. — Jaarwedden en vergoedingen	300,000
Art. 3. — Bibliotheken der gestichten	3,000
Art. 4. — Toelagen aan verscheidene gestichten.	20,000
HOOFDSTUK III. — Lager onderwijs.	
Art. 5. — Jaarwedden en reiskosten der inspecteurs	35,000
Art. 6. — Jaarwedden der onderwijzers	1,450,000
Art. 7. — Vergoedingen voor verhuizing	5,000
Art. 8. — Rondreizende professoren	20,000
Art. 9. — Bibliotheken der scholen	7,500
Art. 10. — Aandeel van den Staat in de kosten van de school-behoeften der leerlingen.	40,000
Art. 11. — Kosten der kantonale conferentiën	7,000
HOOFDSTUK IV. — Normaal onderwijs.	
Art. 12. — Inrichting van de normaalleergangen, kosten van examens, leergangen van Duitsch of van Fransch aan het onderwijzend personeel	8,000
Art. 13. — Beurzen voor normaal-studiën in België	4,000

Aangevraagde credieten	
per artikel.	per bestuur.
HOOFDSTUK V. — Allerlei uitgaven.	
Art. 14. — Drukkosten, aankoop van boeken, leveringen	8,000
Art. 15. — Toelagen voor leergangen van Fransch aan de volwassenen	15,000
Art. 16. — Bevordering der kunsten.	5,000
Art. 17. — Onvoorziene uitgaven	10,000
Art. 18. — Verblijfskosten	375,000
Titel IV. — Landbouw.	
HOOFDSTUK I. — Landbouw.	
Art. 1. — Jaarwedden en vergoedingen aan landbouwkundigen.	20,000
Art. 2. — Landbouwschool te Saint-Vith	30,000
Art. 3. — Toelagen aan de landbouwinrichtingen.	20,000
Art. 4. — Allerlei : publiciteit, proefvelden, voordrachten en bibliotheken	5,000
HOOFDSTUK II. — Waters en bosschen.	
Art. 5. — Jaarwedden en vergoedingen	250,000
Art. 6. — Omreiskosten	10,000
Art. 7. — Kleedingfonds	5,000
Art. 8. — Akkerwerken, onderhoud der boschwoningen en der vervoerwegen	150,000
Art. 9. — Loon der houthakkers en verzekeringen	100,000
Art. 10. — Onderhoud der grenspalen, middelen tot voorkoming van brand, vernietiging van de insecten, schade door het wild, aanleg der vijvers	20,000
Art. 11. — Publiciteit, telefoon, kantoorkosten	7,500
Art. 12. — Kosten der klopjachten	2,500
Art. 13. — Toelagen aan de gemeenten voor het behouden van braakgronden	30,000
Art. 14. — Onvoorziene uitgaven	10,000
Titel V. — Openbare Werken.	
HOOFDSTUK I. — Burgerlijke gebouwen.	
Art. 1. — Loon der opzichters en andere bedienden	2,500
Art. 2. — Gewoon onderhoud der gebouwen	20,000
Art. 3. — Slotbetaling huis Rouffignon	40,000

		Aangevraagde credieten	
		per artikel.	per bestuur.
HOOFDSTUK II. — Technische dienst.			
Art. 4. — Jaarwedde van het personeel	85,000		
Art. 5. — Opmaken van de liggers der buurtwegen en der onbevaarbare en niet vlotbare waterloopen . .	20,000		
Art. 6. — Slothetaling der wegwerken aanbesteed in 1920.	160,000		327,000
Titel VI. — Nijverheid en Arbeid.			
HOOFDSTUK I. — Mijnbeheer.			
Art. 1. — Arbeidsloezicht (reis- en verplaatsingskosten .	10,000		
Art. 2. — Volksgezondheid	5,000		
HOOFDSTUK III. — Ongevallenverzekering.			
Art. 3. — Overgangsregeling	10,000		
Art. 4. — Invaliditeitsverzekering. Toelage van de Regeering bij toepassing van C. A. S.	150,000		
Art. 5. — Toelagen aan de overheden voorzien voor de rechtspleging in zake sociale verzekeringen .	20,000		195,000
Titel VII. — Economische Zaken.			
HOOFDSTUK I. — Maten en gewichten.			
Art. 1. — Reiskosten, werklieden, toegevoegden, enz. .	3,000		3,000
Titel VIII. — Financiën.			
HOOFDSTUK I. — Personeel.			
Art. 1. — Jaarwedden en allerlei vergoedingen	150,000		
Art. 2. — Huurprijs der gebouwen tot vestiging der kantoren van het kadaster te Saint-Vith en Malmedy, als- mede der Commissiën van aanslag en beroep .	5,000		
Art. 3. — Kantoorkosten en schoonhouden der lokalen van het kadaster.	3,500		
HOOFDSTUK II. — Kosten van aanslag.			
Art. 4. — Reiskosten van de leden der verscheidene Commis- siën en der bedienden van het kantoor van aanslag	3,000		

		Aangevraagde credieten	
		per artikel.	per bestuur
HOOFDSTUK III. — Allerlei.			
Art. 5. — Onwaarden en terugbetalingen		20,000	
Art. 6. — Rechtsplegingskosten		4,000	
Art. 7. — Onvoorziene uitgaven		8,000	
Buitengewone uitgaven.			193,500
1° Gezondheidswerken, bouwen van riolen, drinkwatervoorziening, kerkhoven, toelagen aan de gemeenten		75,800	
2° Gemeentewegen, toelagen aan de gemeenten		100,000	
3° Gemeentegebouwen, scholen, enz.		100,000	

UITGAVEN	
Titel I	368,000
Titel II	1,258,000
Titel III	2,315,000
Titel IV	660,000
Titel V	327,000
Titel VI	195,000
Titel VII	3,000
Titel VIII	193,500
	5,319,500
Buitengewone uitgaven	275,000
TE ZAMEN	5,594,500

ONTVANGSTEN	
HOOFDSTUK I	100,000
HOOFDSTUK II	1,800,000
HOOFDSTUK III	3,635,000
TE ZAMEN	5,535,000

Gezien en goedgekeurd deze begrooting:

In ontvangsten : (5,535,000) vijf miljoen vijf honderd vijf en vijftig duizend frank.

In uitgaven : (5,594,500) vijf miljoen vijf honderd vier en negentig duizend vijf honderd frank.

Te kort : 39,500